

Les Parts respectives
DU
Capital et du **Travail**
dans les Entreprises Industrielles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Décembre 1940, à 14 heures

PAR

Joseph DE RUFFI DE PONTEVÈS

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. BAUDIN, Professeur

Suffragants : MM. LHOMME, Professeur à la Faculté de Droit
de Lille.

JEAN MARCHAL, Professeur à la Faculté
de Droit de Nancy.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1940



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Parts respectives
DU
Capital et du **Travail**
dans les Entreprises Industrielles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Décembre 1940, à 14 heures

PAR

Joseph DE RUFFI DE PONTEVÈS

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. BAUDIN, Professeur

Suffragants : MM. LHOMME, Professeur à la Faculté de Droit
de Lille.

JEAN MARCHAL, Professeur à la Faculté
de Droit de Nancy.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1940

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Dans toute entreprise, il y a nécessairement deux parts : l'une en Travail, l'autre en Capital. Tout esprit conçoit aisément l'existence de la part du travail et son évidente nécessité dans les œuvres humaines. Rien ne s'obtient sans effort. Au contraire, la part du Capital n'apparaît pas avec autant de netteté. Jadis, le travail importait surtout. A quoi aurait servi à un homme vivant il y a plusieurs siècles d'avoir un capital, alors qu'il cultivait son champ avec une charrue en bois construite par ses soins et qu'il se considérait ainsi parfaitement satisfait. Mais avec l'évolution des conditions de l'existence et le développement des besoins, le matériel rudimentaire n'a plus suffi. Des entreprises se sont créées, ont grandi au point d'atteindre des dimensions gigantesques. La situation s'est retournée : quel usage les hommes pourraient-ils faire de leurs bras s'ils n'ont rien pour les employer ? Aucun ; car il leur faut des matériaux ; et, pour les acheter, une somme d'argent. Un capital est nécessaire.

Nous devons donc maintenant aller plus loin et nous demander quel rapport a existé et existe à l'heure actuelle entre ces deux facteurs indispensa-

bles à la marche d'une entreprise. Comme base de comparaison, la période précédant la guerre mondiale donnera de bonnes indications.

Puis, nous étudierons les répercussions sur ce rapport des bouleversements financiers, économiques et sociaux qui se succédèrent pendant la période entre les deux guerres. Dans cette seconde partie, nous verrons le rapport entre travail et capital devenir complexe. Ce ne sera plus, comme avant 1914, un rapport simple, commandé par la loi de l'offre et de la demande ; mais ce sera un rapport dont certains termes seront imposés soit par l'Etat, soit par l'entente entre eux des Représentants du Travail, ou par une coalition des Représentants du Capital.

Il conviendra enfin d'envisager l'incidence de ces interventions et de rechercher quel avenir elles nous réservent et vers quel ordre nouveau elles nous conduisent.

PREMIÈRE PARTIE

Étude de la période précédant la Guerre mondiale de 1914

Dans cette étude et dans celle qui suivra, la comparaison entre les parts du Capital et du Travail sera établie d'après le rapport entre les revenus du Capital et les salaires du Travail. Car s'il est possible de chiffrer le Capital, il ne saurait être question de représenter numériquement la valeur du travail autrement que par les salaires.

PREMIÈRE PARTIE

§ A. — PARTS RESPECTIVES DU CAPITAL ET DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE BELGE

Pour la période précédant la guerre 1914-1918, l'étude de M. Georges de Leener (1) sur les parts respectives du capital et du travail dans l'industrie belge est très précieuse. Cette enquête, entreprise en 1920 à l'initiative de M. Armand Solvay par l'Institut de Sociologie avec la collaboration du Comité Central Industriel Belge, portait sur dix années comptées de 1904 à 1914. Elle réunissait pour la période considérée, les réponses de 88 entreprises représentant en 1913 un capital nominal d'environ 275 millions de francs et occupant 110.000 ouvriers environ. Le capital de toutes les Sociétés Belges étant de 5 milliards 600 millions, et le nombre d'ouvriers ou ouvrières de 850.000, l'enquête ne portait que sur une fraction de l'industrie belge. Cependant les conclusions permirent d'apprécier l'ordre de grandeur de la relation entre les parts respectives des profits et des salaires à cette époque.

L'enquête conduisait en effet au résultat suivant : la proportion moyenne des bénéfices distri-

(1) Etude parue en 1921 dans la Revue de l'Institut de Sociologie.

bués par rapport aux salaires globaux ressortait approximativement à 24 %, avec un maximum de 30 % et un minimum de 21 %.

Malheureusement, cette importante étude était presque unique à son époque. Des statistiques existaient bien en Amérique à ce sujet ; mais de l'avis même des auteurs, il était impossible de les utiliser pour connaître les profits de l'industrie américaine.

Toutefois, l'« United States Steel Corporation » et la « Republic iron and Steel Co » donnèrent par la suite des indications précises, figurant dans un rapport consacré aux conditions d'emploi dans l'industrie américaine du fer et de l'acier. Pour la première société et pendant les années de 1902 à 1911, la part des dividendes était de 29 % de celle des salaires. Pour la deuxième société, et pendant les années de 1906 à 1911, elle était de 17 %.

D'autre part, les charbonnages belges donnent les chiffres suivants pour la période de 1901 à 1910.

*Parts respectives des bénéfices et des salaires
dans les charbonnages belges*

ANNEES	Bénéfice (à la tonne, en francs)	Part de l'ouvrier	Rapport des bénéfices aux salaires
1901-1910..	1,27	7,46	17 %

§ B. — PARTS RESPECTIVES DU CAPITAL ET DU TRAVAIL
DANS CERTAINES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

Toutes les données qui viennent d'être exposées concernent l'étranger. En France, il ne semble pas

qu'il ait existé une étude comparable à celle de M. de Leener, tout au moins pour la période précédant la guerre 1914-1918.

Il était impossible de faire un travail sur l'ensemble de l'Industrie Française et il nous a paru suffisant d'étudier les principales Sociétés Sidérurgiques et Minières. Leur importance considérable par rapport aux autres Sociétés permet de dégager un résultat d'ensemble concernant la répartition des bénéfices et des salaires dans l'industrie française.

Indiquons d'abord la méthode employée. Une moyenne couvrant une période de plusieurs années donne une vue plus précise que des chiffres correspondant à une seule année. Aussi, la part respectivement allouée aux actionnaires et aux travailleurs a-t-elle été établie, comme nous le verrons plus loin, en utilisant la moyenne des résultats obtenus pendant les années 1911 à 1914 inclus.

Ceci admis, voyons exactement ce que l'on recherche : les parts respectives du travail et du capital.

Il ne semble pas y avoir de difficultés en ce qui concerne la part du travail. Les statistiques des salaires sont simples : En ajoutant aux salaires de base les dépenses occasionnées par les allocations familiales, les assurances sociales, les avantages en nature et les retraites, on obtient un total simple et indiscutable.

Pour la part du capital, il n'en est pas de même.

Qu'entend-on, en effet, par capital d'une affaire ? Est-ce le capital nominal ? Est-ce le capital calculé d'après la valeur de l'action en Bourse ?

Voyons d'abord ce que représente le capital nominal. Peu de chose, semble-t-il. Son chiffre est absolument arbitraire. Quand une société émet un certain nombre de nouveaux titres, en actions de 500 fr. par exemple, elle compte ces valeurs dans son capital nominal au prix de 500 fr., alors que ces titres sont payés 1.000 fr., 1.500 fr. et même plus encore. Cela dépend de l'essor de l'affaire et de son développement. Une action n'est pas, comme une obligation, une simple somme d'argent, mais un droit de propriété sur une part de l'affaire. Si cette part a pris de la valeur par suite de la prospérité de la société, il est normal que pour l'acquérir il faille la payer plus cher qu'à l'origine de l'entreprise.

L'évaluation boursière du Capital-Actions représente une estimation plus proche de la vérité puisqu'elle est la valeur du total des titres d'une Société à un jour donné en Bourse. Cependant cette valeur ne doit pas être acceptée sans réserve. Il faut tenir compte de la tendance de la Bourse à apprécier avec plus ou moins d'engouement ou au contraire avec plus ou moins de méfiance la valeur des actions. Bien souvent, en effet, la cote d'un titre à la Bourse est sans rapport avec son revenu — c'est d'ailleurs ce qui explique la chute vertigineuse des titres américains au moment du krack de Wall-Street en 1929. Les cours de ces titres n'étaient plus en rapport avec

les dividendes mais résultaient de l'espoir unanime d'une hausse prochaine. Pour obvier à ce phénomène qui fausse la valeur du capital en Bourse à un jour donné, il faut ne considérer que la valeur moyenne calculée d'après les relevés faits au cours d'une période de deux ou trois ans. Les excès d'écart vers la hausse ou la baisse sont ainsi corrigés, et la valeur moyenne correspond assez bien en temps normal à la valeur réelle de l'affaire.

Enfin on peut encore considérer le capital d'une Société en ne faisant état que des sommes effectivement souscrites par les actionnaires. Le capital ainsi évalué peut être appelé capital investi.

En résumé, le capital d'une Société peut différer notablement suivant que l'on parle du capital nominal, du capital-actions évalué en Bourse, ou du capital investi. La valeur du capital nominal ne nous paraît pas intéressante à retenir pour la présente étude. Au contraire, la comparaison entre le Capital-actions évalué en Bourse, et le Capital investi donnera des résultats utiles.

I. — Les tableaux qui vont suivre ont été dressés grâce aux renseignements tirés de l'Annuaire des valeurs admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris (1936-1937). Ils concernent cinq entreprises sidérurgiques choisies parmi les plus importantes, et donneront pour elles les éléments de cette comparaison.

Société des Aciéries de LONGWY
Capital en millions de francs Germinal

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	15 millions en 30.000 actions de 500 fr.	15
1884-92	Porté à 20 millions par l'émission de 10.000 actions de 500 fr.	Emises au pair : 10.000 × 500 = .. 5
1903	Porté à 24 millions par création de 8.000 actions de 500 fr.	Emises à 750 fr. : 8.000 × 750 = 6
1914	Porté à 30 millions par émission de 12.000 actions de 500 fr.	Emises à 1.250 fr. : 12.000 × 1.250 = .. 15
		En conséquence, le capital investi était : pour 1911, de 26 pour 1912, de 26 pour 1913, de 26 pour 1914, de 41
		Moyenne 119
		4
		= 29,750
CAPITAL-ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE		
Le capital en Bourse était, pour 1911, de 48.000 actions à 1.431 fr. (cours moyen de l'action durant l'année).. 68,688		
Pour 1912, de 48.000 actions à 1.664 fr. 79,872		
Pour 1913, de 48.000 actions à 1.600 fr..... 76,800		
Pour 1914, de 60.000 actions à 1.461 fr..... 87,660		
Moyenne..... = 313,020		
4		
= 78,255		

Société Anonyme des Aciéries de MICHEVILLE

Capital en millions de francs Germinal

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
1911	Le capital a été porté à 17 millions par création de 2.000 actions de 500 fr. attribuées à la Compagnie des Forges de Champagne et du Canal de Saint-Dizier.	Avant cette nouvelle émission, le capital investi était de 18,9 La valeur réelle des Forges de Champagne peut être évaluée en multipliant les 2.000 actions par la cote moyenne de l'action en Bourse durant l'année 1911 : $2.000 \times 1.547 = 3,094$ 21,994
ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE		
Le capital en Bourse était, pour les années 1911, 1912, 1913, 1914, de : 34.000 actions à 1.728 fr. (cours moyen de l'action pendant les années 1911 à 1914).. 58,752		

*Compagnie des Forges de CHATILLON, COMMENTRY,
NEUVES-MAISONS*

Capital en millions de francs *Germinal*

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	12,5 millions en 25.000 actions de 500 fr.	12,5
1897	Porté à 18,5 par création de 12.000 actions attribuées à la Société Métallurgique de Champigneulle et Neuves-Maisons en représentation de l'apport actif	Pour évaluer la valeur de l'apport, nous prenons comme base le cours moyen, pendant l'année, de l'action en bourse : $12.000 \times 832 : 9,984$
		22,484
ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE		
Le capital en Bourse était, pour les années 1911, 1912, 1913, 1914, de 25.000 actions à 2.058 fr. (cours moyen de l'action pendant les années de 1911 à 1914)		
		51,45

Cie des Forges et Aciéries de la MARINE et d'HOMÉCUORT

Capital en millions de francs *Germinal*

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	L'avoir social était primitivement représenté par 54.000 actions réduites à 52.000 par l'annulation de 2.000 actions. Ces actions ont été remplacées, à raison de 2 anciennes pour 1 nouvelle, par 26.000 actions de 500 fr.	
1881	Porté à 20 millions par création de 14.000 actions de 500 fr.	Emises au pair.... 13
1903	Porté à 28 millions par la création de 16.000 actions de 500 fr.	Emises au pair.... 7
		a) 10.125 actions furent attribuées à la Société Belge de Vezin-Aulnoye pour apport. La valeur de cet apport est évaluée à $10.125 \times 11,945$ (cours moyen de l'action en bourse pendant l'année) 12.089
		b) 5.875 émises à 1.100 franc, soit : $5.875 \times 1.100 = 6,462$
		<u>38,551</u>
ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE		
Le capital en Bourse était, pour les années 1911, 1912, 1913, 1914, de 56.000 actions à 1.752 fr. (cours moyen de l'action pendant les années 1911 à 1914) 98,222		

Société Métallurgique de SENELLE-MAUBEUGE

Capital en millions de francs Germinal

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	4 millions en 8.000 actions de 500 fr.	4
1902	Porté à 6 millions par création de 4.000 actions de 500 fr. en représentation de l'apport du solde de l'actif, mobilier et immobilier de la Société des Hauts Fourneaux de Maubeuge, à l'exception de son portefeuille.	Valeur de cet apport au pair 2
1904	Porté à 9 millions par 6.000 actions nouvelles de 500 fr.	Emises à 550 fr. : 6.000 × 550..... 3,3
1910	Porté à 12 millions par 6.000 actions nouvelles de 500 fr.	Emises à 650 fr. : 6.000 × 650..... 3,9
1913	Porté à 16 millions par 4.000 actions nouvelles attribuées à la Société de Hauts Fourneaux et Forges de Villerupt Laval-Dieu.	La valeur de cet apport est évaluée : 4.000 × 1.260 fr. (cours moyen de l'action en Bourse pendant l'année) 5,04
		18,24

ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE

Le capital en Bourse était, pour les années 1911 et 1912, de 2.400 actions à 1.140 fr. (cours moyen de l'action pendant les années 1911 et 1912) 27,36

Pour les années 1913 et 1914 : 30.000 actions à 1.183 fr. (cours moyen pendant les années 1913-1914) 33,99

La moyenne du capital en Bourse pour les 4 années considérées est de $\frac{27,36 + 33,99}{2} = 30,67$.

Groupons maintenant tous les résultats obtenus :

TABLEAU I

SOCIÉTÉS	CAPITAL INVESTI	CAPITAL-ACTIONS
	moyen (Moyenne des sommes se trouvant investies en capital- actions 1911 à 1914)	en Bourse moyen (Moyenne de l'évaluation boursière du capital- actions de 1911 à 1914)
Longwy	29.750.000	78.255.000
Micheville	21.994.000	58.752.000
Chatillon, Commen- try, Neuves-Maisons	22.484.000	51.450.000
Marine et Homécourt	38.551.000	98.222.000
Senelle-Maubeuge ...	16.120.000	30.670.000
<i>Total.....</i>	<u>112.839.000</u>	<u>317.349.000</u>

Un simple examen des chiffres du Tableau I permet de faire une constatation importante. Le capital investi est égal au tiers du Capital-Actions en Bourse.

Nous aurons à revenir sur ce point.

Le premier terme de comparaison étant ainsi déterminé, il faut maintenant rechercher les sommes annuellement distribuées comme dividendes et comme salaires et fixer ainsi les deux termes essentiels du rapport : Revenu du Capital-Revenu du Travail.

a) Le Revenu du Capital est donné par le Tableau II ci-après :

TABLEAU II

EVALUATION DE LA MOYENNE DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS ANNUELLEMENT
PENDANT LA PÉRIODE 1911-1914

Sociétés	DIVIDENDES MOYENS (Moyenne des Dividendes annuellement distribués pendant la période envisagée)		
	Nombre d'actions (a)	Dividendes par action (b)	Dividendes distribués (a x b)
LONGWY	en 1911..	48.000	50 fr. 2.400.000
	en 1912..	48.000	60 fr. 2.880.000
	en 1913..	48.000	60 fr. 2.880.000
	en 1914..	60.000	60 fr. 3.600.000
	Total des Dividendes distribués pendant les 4 années.. 11.760.000		
MICHEVILLE	$\frac{11.760.000}{4} = 2.940.000$		
	Nombre d'actions : 34.000 Dividende moyen annuel par action : 57 fr. 50 $34.000 \times 57,50 = 1.955.000$		

Les résultats récapitulatifs des Tableaux I et II permettent d'établir le Tableau III suivant :

TABLEAU III

T O T A L

pour les cinq Sociétés Sidérurgiques étudiées

du Capital Investi moyen (Moy. des sommes se trouvant in- vesties en Capital actions 1911-1914)	du Capital Action en Bourse moyen (Moyenne de l'évaluation boursière du Capital-Ac- tions de 1911 à 1914)	des divid. moyens (Moyenne des sommes distribuées par an comme dividendes pendant la période de 1911 à 1914)
112.839.000 fr.	317.349.000 fr.	12.286.250 fr.

b) Les salaires distribués par les cinq Sociétés s'élèvent à 90.000.000 de francs. Leur estimation a été faite en prenant l'effectif des salariés en fin d'année et en le diminuant de 6 % pour tenir compte de la moyenne des absences, puis en multipliant le chiffre ainsi obtenu par le gain journalier régional.

Dans l'étude de M. de Leener visée au § A, sur les parts respectives du Capital et du Travail dans l'Industrie belge, une comparaison avait été établie entre les dividendes et les salaires, c'est-à-dire entre les revenus attribués au Capital et les revenus attribués au Travail. On n'a pas manqué d'objecter que les dividendes étaient inférieurs aux revenus réels du Capital parce qu'une partie du bénéfice est géné-

ralement employée à la création de réserves, à l'amortissement et au développement des installations. Un tel emploi de bénéfices ne permet-il pas, en effet, de dissimuler la véritable affectation d'une partie importante de ceux-ci, qui aurait dû être distribuée en dividendes et qui accroît en fait, sous une autre forme, la part des revenus réels du capital.

Il ne semble pas que cette objection soit à retenir sans discussion en ce qui concerne les Sociétés Françaises. Une gestion prudente des bénéfices leur a permis de mieux résister à des périodes de dépression, comme nous le verrons plus loin. Et de cela le Travail a retrouvé sa part, comme le Capital. Par ailleurs, le développement progressif d'une entreprise bien gérée entraîne le plus souvent un accroissement d'effectifs et la possibilité de faire vivre sur l'entreprise un nombre plus élevé de familles. Mais par contre, cet accroissement d'effectifs peut être grandement limité par la part affectée à l'amélioration de l'outillage. Il peut même être réduit du fait de l'exagération du « machinisme ». En fait, il n'est pas aisé de déterminer pour une période donnée ce dont profitent respectivement le Capital et le Travail dans les bénéfices non distribués.

Toutefois en rapprochant les chiffres du Capital Investi et du Capital évalué en Bourse, comme il a été fait au Tableau I, il est possible de juger s'il existe vraiment des réserves et des amortissements exagérés.

Ainsi que nous l'avons remarqué, le Capital in-

vesti est environ le tiers du Capital en Bourse

($\frac{112.839.000}{317.349.000} = 35,55 \%$). Ce rapport n'est nulle-

ment excessif en regard des risques courus par les capitaux investis à l'origine des Sociétés. D'autre part, le revenu du capital en bourse est de 12.286.250 francs pour un capital de 317.349.000 francs, soit 3,87 %, ce qui correspond au taux normal de l'intérêt de l'argent à cette époque ; et le revenu du Ca-

pital inveti n'est que de 10,89 % ($\frac{12.286.250}{112.839.000}$).

La comparaison des parts respectives du Capital et du Travail en ce qui concerne les Sociétés sidérurgiques considérées est donc bien donnée par le rapport des dividendes distribués aux salaires. Ce rapport est $\frac{12.286.250}{90.000.000}$, soit 13,65 %. Ce pourcentage est inférieur à celui qui lui correspond dans l'Industrie Belge.

II. — Nous procédons maintenant à l'étude de quelques Sociétés houillères, en suivant la méthode employée pour les Sociétés Sidérurgiques :

Mines de BÉTHUNE

Capital en millions de francs Germinal

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	3 millions en 3.000 actions de 1.000 francs.	On peut évaluer les sommes souscrites pour ces 3.000 actions à 6,3
1863	L'Assemblée générale divisa chaque action en 6 parts, ce qui fit 18.000 parts. 17.000 seulement furent libérées.	
1904	Division facultative des parts en cinquantième.	
ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE		
Le Capital en Bourse a été, pour la période 1911-1914, de 18.000 (nombre de parts) $\times$ 6.070 fr. (cours moyen de l'action pendant la période envisagée) = 109.260.000		109,26
Ce capital a été rémunéré de la manière suivante : 18.000 (nombre de parts) $\times$ 177 fr. (dividende moyen pendant la période envisagée) = 3.186.000.....		3,186

Mines de LENS

Capital en millions de francs Germinal

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	3 millions en 3.000 actions de 1.000 francs.	3
1900	Ces 3.000 actions originaires ont été échangées contre 300.000 parts.	
1903	Réduction du fonds social à 900.000 francs.	

ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE

Le capital en Bourse, pour les années 1911-1914, a été de 300.000 (nombre de parts) $\times$ 1.454 fr. (cours moyen de l'action pendant cette période) = 436.200.000 fr. 436,2

Ce capital a été rémunéré de la manière suivante :

300.000 (nombre de parts) $\times$ 42 fr. 75 (dividende moyen pendant la période envisagée) = 12.825.000 fr..... 12,825

Mines de VICOIGNE-NOËUX-DROCOURT

Capital en millions de francs Germinal

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	2,4 divisés en 4.000 actions attribuées aux Compagnies Bruille, Cambrai, Escaut, d'Hasnon.	L'apport de ces Compagnies peut être évalué à 6
1906	L'Assemblée a décidé une nouvelle division du Capital. Le capital social s'est trouvé ainsi divisé en 80.000 actions.	
ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE		
Le Capital en Bourse, pour la période 1911 à 1914, a été de 80.000 (nombre d'actions) $\times$ 1.730 fr. (cours moyen de l'action pendant la période envisagée)		138,4
Ce capital a été rémunéré de la manière suivante : 80.000 (nomb. d'actions) $\times$ 63 fr. 25 (dividende moyen)		5,06

Mines de DOORGES

Capital en millions de francs Germinal

ANNÉES	NOMINAL	INVESTI
Origine	1,8 en 1.800 actions de 1.000 francs divisées en 100 ^e , à partir de 1894.	1,8
1907	Ces actions ont été échangées contre 180.000 actions nouvelles.	
ACTIONS, ÉVALUÉ EN BOURSE		
Le Capital en Bourse, pour la période 1911 à 1914, a été de 180.000 (nombre de parts) $\times$ 467 fr. 25 (cours moyen de l'action pendant la période envisagée)		84,105
Ce capital a été rémunéré de la manière suivante : 180.000 (nomb. de parts) $\times$ 14 fr. 25 (dividende moyen)		2,565

En réunissant les données de ces divers tableaux, on obtient le tableau IV :

TABLEAU IV

SOCIÉTÉS	CAPITAL INVESTI MOYEN	CAPITAL-ACTIONS EN BOURSE MOYEN	DIVIDENDES MOYENS
	(Moyenne des sommes se trouvant investies en Capital- Actions 1911-1914)	(Moyenne de l'évaluation boursière du Capital- Actions de 1911 à 1914)	(Moyenne des dividendes distri- bués annuellement de 1911 à 1914)
	(en francs)	(en francs)	(en francs)
Béthune ...	6.300.000	109.260.000	3.186.000
Lens	3.000.000	436.200.000	12.825.000
Vicoigne- Nœux-Dro- court . . .	6.000.000	138.400.000	5.060.000
Dourges ...	1.800.000	84.105.000	2.565.000
Total . . .	17.100.000	767.965.000	23.636.000

L'examen de ces tableaux permet de constater l'extraordinaire prospérité de ces sociétés dont le Capital-Actions moyen en Bourse est près de quarante-cinq fois supérieur au Capital Investi moyen. Ces Compagnies purent se développer rapidement sans avoir à faire appel à de nouveaux capitaux. Les bénéfices étaient largement suffisants pour pouvoir rétribuer le modeste capital appelé à l'origine de l'affaire, pour permettre les agrandissements de la société et constituer de plus des réserves financières importantes.

Certains trouveront que la part du Capital était à cette époque excessive. Elle était en effet très considérable. Cependant, avant d'émettre un jugement définitif à ce sujet, il convient de se rendre compte du développement et de l'importance de la part du travail : Nous verrons alors si elle est en rapport avec celle du Capital.

Par suite des circonstances, nous n'avons pu obtenir directement les chiffres des salaires annuellement distribués par chacune de ces Sociétés. Nous avons pensé qu'il était possible de calculer ces salaires en faisant le produit du nombre de tonnes de houille annuellement extraites dans chacune de ces Compagnies par les frais de main-d'œuvre à la tonne déterminés par Bassin minier.

Si ces frais peuvent varier quelque peu d'une Compagnie à l'autre, il est correct d'admettre que pour l'ensemble des Sociétés considérées, les frais à la tonne correspondent bien à ceux du bassin.

Pour la période précédant la guerre 1914-1918, les chiffres suivants ont été obtenus :

Sociétés	Salaires
Béthune	17.128.800
Lens	23.376.600
Vicoigne-Nœux-Drocourt . .	17.979.000
Dourges	10.319.400
	68.803.800

Le rapport du revenu du Capital au revenu du Travail est de 34,3 %. La Part du Capital qui apparaît dans ce rapport est, on le voit, importante. Mais comme nous l'avons dit, il est nécessaire, pour en avoir une notion exacte, de rechercher l'accroissement en général de la Part du Travail.

Le tableau ci-dessous donne la part du Travail pour l'ensemble des Compagnies pendant la période de base 1911-1914 et montre son développement par rapport aux périodes antérieures.

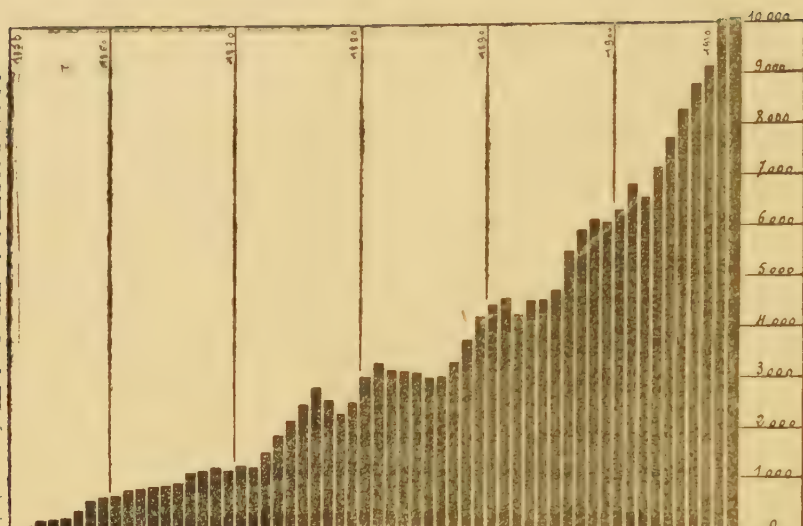
Mines de Houille-Anthracite-Lignite

	Production netté en millions de tonnes par an	Personnel ouvrier (Fond et Jour)			Rende- ment net par journées de travail (kgs)
		Nombre moyen d'ouvriers	Journées de tra- vail en milliers de journées	Salaires en milliers de francs	
1851-1860..	6.857	49.405	—	32.754	497
1861-1870..	11.831	77.915	—	61.772	533
1871-1890..	16.775	103.190	—	103.383	577
1911-1913..	40.406	201.930	58.394	305.311	693

L'accroissement du nombre d'ouvriers est de l'ordre de 4 entre la période 1851-60 et la période 1911-1913.

L'accroissement des salaires est de l'ordre de 10 entre ces périodes.

Par ailleurs, nous avons pu obtenir par l'intermédiaire des mines de Béthune le graphique suivant qui permet d'apprécier l'accroissement du nombre d'ouvriers employés à la Compagnie.



Dans la notice des Mines de Béthune de 1911, un paragraphe intitulé « Avantages faits au personnel » donne des renseignements qui méritent d'être mentionnés. « Pour l'exercice financier 1909-1910, les avantages divers accordés au personnel : charbon, maisons, caisse de secours, pensions, retraites en sus des salaires et primes représentent une charge de 2.172.874 fr. ou 1 fr. 08 par tonne extraite, 127 fr. 82 par part d'action, au total 75,2 % du dividende.

Les primes payées au personnel ouvrier se sont élevées pour la même période à 3.364.115 fr., elles représentent 116 % du dividende distribué. Si l'on y ajoute les autres avantages relevés plus haut, on

constate que, en sus de la rémunération proprement dite de leur travail, les ouvriers reçoivent sous formes diverses des suppléments représentant 191 % du dividende. De sorte que dans la répartition, leur part en sus des salaires est de 66 %, tandis que celle des actionnaires n'est que de 34 %. »

Remarquons précisément que dans aucun des calculs que nous avons faits jusqu'ici, il n'a été tenu compte des retraites, caisses de secours, etc., ni des avantages en nature. La part du Travail qui a été ainsi établie est donc sensiblement inférieure aux chiffres réels des gains ouvriers.

Dans le même ordre d'idées, les revenus obligataires qui sont fixes n'ont pas été pris en considération. Il ne l'ont pas été d'ailleurs dans l'étude faite par M. de Leener pour l'industrie belge.

Quoiqu'il en soit, on peut conclure que la part du Capital des Sociétés houillères s'est accrue dans des proportions considérables. Mais il ne faut pas oublier les risques encourus au début des prospections. De son côté la part du Travail, si l'on remonte aux premières années, a suivi un accroissement comparable. Le Capital investi a permis de donner du travail à un nombre de plus en plus élevé d'ouvriers et d'assurer de ce fait la subsistance de 201.932 familles ouvrières dans les Centres miniers.

§ C. — RAPPORT DES REVENUS ET DES SALAIRES
POUR L'ENSEMBLE DU PAYS

Il reste maintenant avant de clore la première partie du sujet une autre source de renseignements très importante : l'évaluation et la répartition des revenus en France par M. Colson dans son cours d'Economie Politique, étude exécutée parallèlement par M. Dugé de Bernonville dans une note annexée à l'ouvrage de M. Huber sur la population de la France pendant la guerre. Des statistiques extraites de ces deux études détermineront l'importance des revenus du Travail par rapport à ceux du Capital avant la guerre 1914-1918. Il sera également intéressant de donner les chiffres de la fortune nationale établis par M. Colson en 1913. En les rapprochant par la suite de ceux d'une époque plus récente, il sera possible de faire certaines remarques d'ordre général, que nous aurons à retenir.

Il convient tout d'abord de bien s'entendre sur ce qu'on appelle Fortune Nationale et Revenu National. La notion que l'on s'en fait généralement prête à confusion. La domination financière, l'âpre désir d'un gain plus considérable ou d'un salaire plus élevé ont été tels en ces derniers temps que tout a été ramené à une question monétaire. Et par Revenu National on ne désignait uniquement que des revenus monétaires. De même la Fortune Nationale

était comprise comme étant seulement une capitalisation du total des revenus monétaires dans le pays.

Force nous sera d'utiliser parfois ces termes dans le sens consacré par l'usage. Mais nous tenons à faire remarquer que la Fortune Nationale n'est certes pas un certain nombre de milliards dont le total est plus ou moins précis. La Fortune Nationale est en dernière analyse l'ensemble formé par les champs du pays, son sous-sol, ses usines, ses routes, ses canaux, ses ports, ses beautés naturelles et par sa population même. Il est vain de prétendre évaluer de telles richesses par des milliards.

Le Revenu National relève de la même conception. Ce n'est pas le total des revenus distribués soit en argent, soit en nature, revenus qui peuvent correspondre non pas à une richesse réelle, mais très souvent à une inflation de monnaie ou de crédit. C'est tout à la fois la production du pays en biens de toute nature, sa faculté de consommation et la valeur des services rendus.

Il est impossible de chiffrer ce qui est à proprement parler la Fortune Nationale et ce qui est en réalité le Revenu National. On peut par contre déterminer avec une précision satisfaisante la fortune et le revenu dans un pays, à condition de se détacher de la notion « Nationale » pour n'envisager que la fortune et les revenus de l'ensemble des particuliers.

L'évaluation des revenus des particuliers ne va d'ailleurs pas sans quelques difficultés. Aussi M. Col-

son donne-t-il d'abord une définition du « revenu » qu'il est nécessaire de reproduire ici.

« Il est bien évident que le revenu ne coïncide
« pas avec le montant des sommes encaissées, et que
« seul le produit net d'une opération donnant lieu
« à des recettes et à des dépenses est un revenu pour
« celui qui l'a effectuée. Ce qui constitue le revenu
« annuel d'un particulier, c'est la valeur totale de
« ce dont il dispose dans l'année, soit pour satisfaire
« à ses besoins et pour faire acte de générosité, sans
« consommer le capital constitué par une épargne
« antérieure, soit pour accroître ce capital. Il doit
« donc, pour calculer son revenu, déduire du to-
« tal de ses recettes non seulement les dépenses qu'il
« a faites pour produire les objets ou les services
« rendus à autrui, mais aussi les sommes nécessaires
« pour entretenir et conserver son capital, notam-
« ment l'amortissement indispensable pour assurer
« le renouvellement des parties qui seraient hors
« de service au bout d'un certain temps d'usage . »

Voici la définition ; mais dans certains cas son application est délicate. Il existe toute une controverse au sujet de la déduction ou de la non-déduction des impôts. D'une manière générale (1), l'impôt devrait être déduit du revenu quand il ne fournit pas

(1) Réf. : *Fortune et Revenu national* par Alfred Sauvy et Raymond Rivet (*Revue d'Economie politique* de janvier-février 1939).

à celui qui l'a payé un avantage quelconque. Au contraire, quand il s'agit moins d'un impôt que de la rémunération d'un service rendu, aucune déduction ne doit être faite. Tel est le cas des recettes postales et d'un certain nombre d'impôts locaux.

Parfois la recette demandée à l'usager ne suffit pas à couvrir la dépense, et la différence est payée par le contribuable. Faut-il alors opérer une déduction de ce que l'on considère être le revenu ? Cette question se pose d'une manière générale pour les impôts directs. Il semble bien que la déduction soit à effectuer si la recette fiscale est employée à une dépense non productive comme une retraite, une pension. S'il n'en est pas ainsi, on peut estimer qu'il y a création véritable d'un revenu dont bénéficie la collectivité. A ce titre les dépenses occasionnées par l'enseignement gratuit et couvertes par des impôts n'ont pas à être déduites des revenus. Cependant le caractère productif de certains services administratifs est plus ou moins apparent. Il est alors difficile d'édicter des règles sûres.

Quant aux impôts indirects, la déduction ne semble pas légitime. L'impôt est en quelque sorte incorporé au prix ; et dans les comparaisons de revenu — communément appelé national — à diverses époques, on fait intervenir le coût de la vie, qui lui-même a subi le contre-coup de ces impôts. Dans le même ordre d'idées, le salaire d'un ouvrier ne doit pas être compté comme étant un revenu pour le patron ; seul le bénéfice résultant du travail accompli

doit être retenu. Au contraire il ne faut pas déduire les gages d'un domestique des revenus de son maître puisque les services du domestique ne satisfont que les besoins du maître.

Ces principes posés, voici les chiffres obtenus par M. Colson dans son évaluation des revenus en France. Il est à remarquer que M. Colson et M. de Bernonville emploient une même classification des revenus. Ils distinguent tous deux d'abord les revenus du Capital, puis ceux du Travail, puis ceux de l'Artisanat et en général les « revenus mixtes ». Les rentes viagères, les pensions, les secours d'assistance viennent ensuite.

En ce qui concerne la propriété foncière, grâce aux enquêtes effectuées conformément à la loi du 31 décembre 1907 pour la propriété non bâtie et à la loi du 8 août 1890 pour la propriété bâtie, les revenus des particuliers sont estimés à 2.200 millions de francs en 1913 pour la propriété non bâtie et à 2.700 millions pour la propriété bâtie. Pour les valeurs mobilières, M. Colson évalue à 4.300 millions le revenu de celles qui appartiennent à des particuliers. L'évaluation est indiscutable pour les valeurs françaises ; pour les titres étrangers possédés par des Français, elle est nécessairement quelque peu arbitraire.

Les salaires ont été évalués à 14.700 millions en 1913 en faisant état des chiffres contenus dans l'enquête agricole de 1892 et dans l'enquête sur les sa-

laire industriels faite par l'Office du Travail vers la même époque. Il a été tenu compte des hausses de salaires constatées de 1892 à 1913. Les traitements des Fonctionnaires ont été obtenus grâce aux documents budgétaires.

« La partie la plus difficile de l'estimation est
« relative aux revenus mixtes, qui comprennent à
« la fois la rémunération du travail des chefs d'éta-
« blissements, l'intérêt de leur capital et le bénéfice
« de leurs entreprises. En ce qui concerne l'agricul-
« ture, M. Colson estime à 5.200 millions la valeur
« totale du travail des chefs d'entreprise et de leur
« famille et à 800 millions l'intérêt du capital repré-
« senté par le train de culture et le fonds de roule-
« ment ; il admet que les gains et les pertes résul-
« tant des aléas qu'assument les entrepreneurs se
« compensent et il ne compte donc rien comme bé-
« néfice d'entreprise ; il arrive ainsi à un total de 6
milliards de francs (non compris la valeur locative
« des terres estimée ci-dessus) » (1).

Enfin M. Colson, se référant aux statistiques de l'Administration des Contributions directes, évalue à 5.200 millions le revenu des professions patentées.

(1) Extrait de l'article MM. Sauvy et Rivet, dans la Revue d'Economie Politique de Janvier-Février 1939.

Le tableau ci-après résume ces évaluations :

Catégorie de revenus	Montant en milliards de francs en 1913	Répartition en pourcentage en 1913
Propriété foncière et valeurs mobilières	9,2	25,4
Salaires en nature et en argent	14,7	40,6
Produits des entreprises ou du travail indépendant	11,2	31,0
Retraites, rentes viagères, secours d'assistance	1	3
	36,1	100,0

En plus de ces répartitions en pourcentage entre les diverses catégories de revenus, il serait intéressant d'établir à l'aide de ce tableau le rapport des revenus du Capital aux revenus du Travail pour l'ensemble du pays.

Il n'y a évidemment pas de difficultés en ce qui concerne les deux premières catégories de revenus. Mais pour déterminer la part du travail et celle du Capital dans les revenus mixtes on se heurte au problème suivant.

Pour un bénéfice total quelconque réalisé soit par une entreprise agricole ou industrielle ou commerciale, on est fort embarrassé pour attribuer, sur

l'ensemble du bénéfice réalisé, la part due au travail de l'entrepreneur et la part revenant à son Capital.

On peut concevoir que ce bénéfice a été réalisé grâce au travail du chef de l'entreprise et qu'il ne doit revenir au Capital sur le bénéfice total qu'une part correspondant au taux général de l'argent.

On peut au contraire évaluer la valeur du travail du chef de l'entreprise au tarif moyen de la main-d'œuvre et considérer comme rémunération du Capital ce qui reste du bénéfice.

Examinons s'il est possible d'appliquer l'une ou l'autre de ces deux solutions aux trois catégories d'entreprises dont les revenus sont considérés comme mixtes.

1) En ce qui concerne les revenus mixtes provenant de l'agriculture, on peut, en accord avec la première solution, fixer au Capital un revenu égal au taux de l'argent et considérer le reste du bénéfice comme rémunération du travail. Cette solution est possible. Le Capital comprend le fonds de roulement et les machines agricoles. Il peut donc être évalué.

On peut aussi fixer la part du Travail des entrepreneurs agricoles en prenant comme base le salaire d'un ouvrier. Sa différence avec le bénéfice total doit donner la part du Capital. Cette deuxième solution ne semble pas inapplicable au premier abord. Le nombre des entrepreneurs (trois millions environ) et le salaire moyen d'un ouvrier sont aisément connus. Mais en calculant sur ces bases la part du Travail

des Chefs d'entreprise agricole, on trouve qu'elle est supérieure au total des bénéfices des exploitations. Ce résultat prouve que le travail des Chefs d'exploitation n'est pas toujours rémunéré. Il est donc impossible de déterminer la part du Capital puisque l'on ne peut évaluer raisonnablement celle du Travail.

2) Aucune des deux solutions n'est possible pour déterminer la part du travail et celle du Capital dans les revenus des professions industrielles et commerciales.

En effet, pour appliquer la première, il faudrait d'abord faire une évaluation du Capital. Mais comme ces entreprises n'ont ni actions, ni obligations cotées en Bourse, on ne peut chiffrer la valeur du Capital ni par conséquent apprécier l'importance des revenus correspondant au taux général de l'argent.

La deuxième solution n'est pas plus applicable aux professions industrielles et commerciales qu'elle ne l'est à l'agriculture pour des raisons identiques.

3) Enfin, les revenus des professions libérales peuvent être considérées comme étant la rémunération même du travail, avec toutefois une large approximation.

En résumé, on peut estimer qu'il est très difficile, sinon impossible de fixer la part du Travail et celle du Capital dans les revenus mixtes.

Aussi, pour établir le rapport des revenus du Capital aux revenus du Travail, nous serons obligés de ne pas en tenir compte. Par contre, les retraites et secours d'assistance seront comprises dans la part du Travail.

Le rapport ainsi établi ne représentera pas l'entière réalité pour l'ensemble du pays ; mais il permettra d'intéressantes comparaisons.

Il est dans ces conditions, de 58,6 % en nous reportant aux chiffres du tableau précédent.

M. de Bernonville a procédé d'une manière un peu différente pour les évaluations. Il a obtenu cependant des résultats concordants qui donnent, sous les réserves que nous venons de faire, un rapport des revenus du Capital et du Travail de 58 %.

Ces résultats sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Catégorie de revenus	Montant en milliards de francs en 1913	Répartition en pourcentage en 1913
Propriété foncière et valeurs mobilières	9,4	26,1
Salaires en nature et en argent	15,7	43,6
Produit des entreprises ou du travail indépendant	10,4	28,8
Retraites, rentes viagères, secours d'assistance	0,5	1,5
	36,0	100,0

Le chiffre de 58 % du rapport Capital-Travail pour l'ensemble du pays peut paraître élevé en comparaison de ceux qui ont été déterminés pour une Société ou un ensemble de sociétés. Il ne faut cependant pas s'en étonner. En effet, les revenus des valeurs étrangères du portefeuille français qui sont inclus dans la part du Capital ne comportent pas de contre-partie en salaires. Par ailleurs, les intérêts des emprunts de l'Etat et des collectivités sont compris aussi dans la part du Capital, alors qu'à une partie de ces emprunts ne correspond cependant aucun revenu direct du Travail. Faisons remarquer aussi que dans nos calculs pour les Sociétés industrielles nous n'avons pas compris, ainsi qu'il a été précisé, le Capital obligataire.

Aux deux tableaux concernant les revenus des particuliers, voici maintenant, d'après M. Colson, une évaluation des fortunes privées en 1913. Il n'y a pas lieu d'entrer dans les détails qui ont conduit à cette évaluation, car ils sont de peu d'intérêt pour notre étude.

Fortunes privées en 1913

CATÉGORIE DE RICHESSES	MONTANT EN MILLIARDS DE FRANCS
Propriété non bâtie	66
Propriété bâtie	65
Mobilier, outillage, approvisionnements..	46
Numéraire	8
Valeurs mobilières françaises et étrangères ou créances et droits à des réserves constituées en valeurs mobilières.....	101
Pensions, cautionnements et bons du Tré- sor	7
Cilentèles et Officiers	4
	297

: * *
* *

Sans vouloir étendre à des pays étrangers l'étude du « rapport des revenus et salaires pour l'ensemble du Pays », il est cependant intéressant d'indiquer qu'en 1913 :

- 1) Aux Etats-Unis, la part du travail était de 53 % du revenu national (au lieu de 45 % en France, tableau page 41) ;
- 2) Aux Etats-Unis, le rapport des revenus du Capital à ceux du Travail, en ne tenant pas compte des profits des Entrepreneurs isolés, était de 47,2 % (au lieu de 58 % environ en France) ;
- 3) En Allemagne, la part du Travail était de 45,6 du revenu national : elle est sensiblement la même qu'en France,

Les résultats obtenus dans la Première Partie sont réunis ci-après. Une comparaison avec les éléments analogues qui apparaîtront à la Deuxième Partie sera ainsi plus aisée.

*Rapport des Revenus du Capital aux Salaires
du Travail*

§ A. — Industrie Belge	24 %	{ M ^m 30 % m ^m 21 %
Charbonnages belges	17 %	
2 Sociétés sidérurgiques américaines	29 % et 17 %	
§ B. — Sociétés sidérurgiques françaises étudiées	13,65 %	
Sociétés houillères françaises étudiées	34,3 %	
§ C. — Pour l'ensemble du Pays en France	58,6 % 58 %	
(aux Etats-Unis		43 %)

DEUXIÈME PARTIE

Variations et Évolution du rapport Capital-Travail de 1914 à la période actuelle

Partant de la base de comparaison établie dans la Première Partie, nous allons étudier, dans une Seconde Partie, les variations et l'évolution du rapport Capital-Travail depuis la période 1911-1914 jusqu'à la période actuelle.

Cette seconde partie comprendra deux chapitres :

— Le premier sera principalement consacré à la statistique. On y poursuivra les études commencées dans la première partie ; on comparera ensuite les résultats ainsi obtenus avec ceux qui ont été acquis dans cette première partie.

— Le deuxième sera consacré à des facteurs nouveaux d'origines économique, sociale et fiscale qui feront apparaître les causes des variations constatées dans le premier chapitre.

CHAPITRE PREMIER

VARIATIONS DU RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL PENDANT LA PÉRIODE « D'ENTRE DEUX GUERRES »

§ A. — VARIATIONS DU RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE BELGE

Sollicité de poursuivre son étude sur les parts respectives des Profits et des Salaires dans les Industries belges, M. de Leener entreprit une nouvelle enquête portant sur les années de 1920 à 1936 (1).

Le nombre des Sociétés dont les renseignements furent utilisés a été de 379.

La répartition de ces Sociétés, considérées au point de vue de leurs effectifs ouvriers, était la suivante pour 300 d'entre elles :

29 Sociétés de 1.000 ouvriers et plus.

29 Sociétés de 500 à 1.000 ouvriers.

137 Sociétés de 100 à 500 ouvriers.

(1) Parts des profits et des salaires dans l'Industrie Belge, par Georges de Leener, mars 1939 (Edition du Comité Central Industriel de Belgique).

49 Sociétés de 50 à 100 ouvriers.

32 Sociétés de 25 à 50 ouvriers.

24 Sociétés de moins de 25 ouvriers.

La moyenne était donc de 754 ouvriers environ par entreprise.

Par ailleurs, le montant des capitaux investis dans ces Sociétés était, en fin de 1936, d'environ 28 millions 1/2 de francs, se répartissant ainsi :

150 sociétés disposaient, en fin de 1936, d'un capital (réserves incluses) compris entre 5 et 50 millions.

25 d'entre elles disposaient d'un capital (réserves incluses) supérieur à 50 millions.

Près de 150 disposaient d'un capital compris entre 1 à 5 millions.

L'examen de ces données fait apparaître nettement que cette enquête concerne surtout la moyenne, la grande et la très grande industrie. Ce résultat était inévitable : seules les sociétés anonymes n'hésitent pas à communiquer tous les renseignements concernant leurs bénéfices ou leurs pertes, la loi les astreignant à la publication de leurs bilans et de leurs comptes de profits et pertes. Au contraire les entreprises individuelles, en nom collectif ou en commandite, d'une importance forcément moindre, ne sont pas soumises à ces obligations, et « il serait vain » de vouloir pénétrer le secret de leurs affaires. L'enquête ne porte donc que sur les réponses pro-

venant de sociétés importantes. La rémunération de la main-d'œuvre et du capital étant beaucoup plus uniforme, beaucoup plus stable dans de telles sociétés que dans les sociétés de moindre envergure ; on peut admettre que les résultats obtenus peuvent être appliqués à l'ensemble de l'industrie belge.

Les chefs d'entreprises ont été invités à remplir un questionnaire dont voici les têtes de colonnes.

Exercices sociaux	Capital et Réserves	Dividendes bruts	Tantièmes des Administrateurs	Revenus du portefeuille et participations	Salaires et appointements	Charges sociales, avantages en nature
1920.....						
1921.....						
.....						
.....						

Quelques précisions sur ces rubriques sont données dans l'ouvrage de M. de Leener.

La mention « dividendes bruts » signifie que la taxe professionnelle n'a pas été déduite des dividendes indiqués.

Par ailleurs, il eût été préférable de considérer l'ensemble des bénéfices réalisés et non les seuls dividendes distribués ; mais la recherche des bénéfices réalisés aurait obligé les chefs d'entreprises à des investigations difficiles.

Cependant, M. de Leener juge que les bénéfices distribués, dans une société bien administrée, ne

sont guère différents des bénéfices nets réels. Si dans certains cas les réserves ou les amortissements peuvent paraître exorbitants de prime abord, ils se trouvent souvent justifiés dans la suite.

Les tantièmes des administrateurs, avant déduction de la taxe professionnelle, bien qu'étant en principe la rémunération d'une activité, sont joints aux bénéfices distribués.

Une colonne du questionnaire a été réservée à la mention des sommes retirées du revenu du portefeuille et des participations. Ce revenu doit être soustrait du montant des dividendes distribués. Il ne correspond pas à un travail exécuté par la Société bénéficiaire du portefeuille.

Enfin, dans la colonne « Salaires et appointements », sont compris, en plus des salaires et appointements, les participations du personnel aux bénéfices, les émoluments fixes et les jetons de présence des administrateurs et commissaires, et, en général, toute rémunération directe du travail.

Le tableau d'ensemble concernant toute la période de 1920 à 1936, qui est reproduit ici, a été dressé pour dégager une vue synthétique des résultats obtenus année par année et pour chaque industrie.

PÉRIODE DE 1920 A 1936
 (Toutes les sommes sont en milliers de francs)

Groupes d'industries	Nombre d'exercices	Salaires et traitements y compris charges sociales	Dividendes sous déduction des bénéfices antérieurs	Tantièmes des administrateurs	Exercices avec dividendes	Exercices sans dividendes	Rapports des dividendes et tantièmes aux salaires et traitements (%)
Charbonnages	983	26.018.696	1.611.752	211.252	617	366	7
Carrières	267	1.173.376	152.468	41.961	195	72	17
Sidérurgie	242	11.615.599	821.883	74.709	110	132	8
.....							
.....							
.....							
Industrie cotonnière	336	1.641.003	128.007	35.882	149	187	10
Industrie lainière . .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Industrie de la soie, etc. . . . .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....							
.....							
.....							
TOTAUX	4.987	56.882.918	4.727.313	721.252	2.907	2.080	10

Ce tableau permet de faire les remarques suivantes :

1° En moyenne, la part des dividendes et des tantièmes n'est que de 10 % du montant des salaires et traitements, y compris les charges sociales.

Ce chiffre est très minime, puisque, pour un franc alloué en rétribution du Capital, il est distribué 10 francs au Travail. Toutefois on pourra faire remarquer que, si l'on veut considérer le capital total travaillant dans l'entreprise, il faut tenir compte, en plus du capital propre de l'affaire, du capital obligataire, et des sommes annuellement versées en rémunération des capitaux de banques. Dans ces conditions, la part revenant au Capital est certainement plus considérable. Cette remarque paraît juste ; mais il faudrait alors en contre-partie tenir compte d'un certain nombre d'entreprises disparues ou en difficulté. Il conviendrait en tout cas de bien définir ce que l'on entend par Capital, ainsi que nous avons essayé de le faire dans les études concernant les sociétés françaises. M. de Leener ne manque pas d'observer que seul le capital propre d'une entreprise subit les risques inhérents à toute affaire, et que, par conséquent, seul il doit être envisagé. On peut ajouter que son étude avait pour objet de déterminer le rapport des « profits » aux « salaires » et non pas le rapport du Dividende au Capital.

2° Sur un total de 4.987 exercices sociaux, 2.907 seulement ont permis de distribuer des dividendes.

3° Le rapport des Dividendes et tantièmes aux Salaires et traitements subit des variations importantes suivant les Industries.

Dans les charbonnages, l'industrie sidérurgique, le façonnage des métaux, l'industrie du verre, l'industrie de la construction, ce rapport n'est respectivement que de 7 %, 8 %, 9 %, 5 %, 7 %. Au contraire, dans l'industrie des carrières, l'industrie chimique, la fabrication des explosifs, l'industrie de la soie, le rapport est de 17 %, 20 %, 31 %, 33 %.

Ces différences s'expliquent par la nature même des industries. Certaines industries emploient un outillage perfectionné exigeant de gros capitaux et peu de main-d'œuvre ; d'autres emploient par contre une main-d'œuvre nombreuse et n'ont besoin que de capitaux peu considérables. Dans le premier cas le rapport des dividendes aux salaires sera relativement élevé, en tout cas supérieur à 10 %. Dans le second cas, il sera souvent inférieur à ce taux. Le seul rapport des dividendes aux salaires n'est donc pas suffisant pour apprécier d'une manière absolue la situation à un moment donné du Capital et du Travail l'un par rapport à l'autre. Mais en comparant les valeurs de la relation Dividendes-Salaires à diverses époques, on est à même de tirer des conclusions sérieuses sur l'évolution du rapport Capital-Travail.

Nous avons vu que dans la première enquête menée de 1904 à 1913, le rapport des Dividendes

aux Salaires était de 24 %. Ce rapport n'est plus que de 10 % pendant la période de 1920 à 1936. Bien que les deux enquêtes ne soient pas absolument comparables parce qu'elles n'ont pas porté sur les mêmes entreprises, on peut néanmoins affirmer que la rémunération du Capital a subi une forte baisse entre ces deux périodes. Cette baisse est d'autant plus sensible qu'entre 1913 et 1936 le développement de la technique des entreprises a nécessité l'investissement de nouveaux capitaux. Le rapport des Dividendes aux Salaires aurait dû s'accroître ; il a au contraire baissé notablement.

Cette baisse considérable de la rémunération du Capital souligne une disparition progressive et générale du profit depuis la période qui a immédiatement précédé la guerre 1914-1918. Et les répercussions qu'elle devait avoir sur l'économie en général ne pouvaient être que très sérieuses.

§ B. — VARIATIONS DU RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL
DANS LES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES FRANÇAISES

Dans la première partie, nous avons déterminé le rapport des Dividendes aux Salaires pendant la période 1911-14 pour un certain nombre *d'importantes Sociétés Françaises* — Sidérurgiques et Minières —. Nous allons poursuivre maintenant la même étude à leur sujet pour la période de stabilité monétaire de 1927 à 1936.

Il est inutile de revenir sur la méthode employée pour déterminer le Capital Investi, le Capital-Actions en Bourse, les dividendes. Elle a été exposée dans la première partie.

Toutefois, quelques explications sont nécessaires en ce qui concerne l'évaluation du capital investi. Le chiffre du capital versé par les souscripteurs à chaque augmentation de capital est connu. Dans certains cas, il correspond à celui de l'augmentation du capital nominal ; dans d'autres cas, par suite des primes d'émission, il lui est très supérieur. Mais les variations de la valeur de la monnaie de 1914 à 1926 ont fait qu'au même chiffre de capital investi à des époques successives de cette période, correspondent des valeurs différentes. Aussi pour obtenir en francs-Poincaré, c'est-à-dire en francs de la période 1926-36, la valeur du capital

investi depuis l'origine de la Société faut-il multiplier les sommes versées par les souscripteurs avant la période de stabilisation par un coefficient de dévalorisation monétaire, variable suivant les années. Ce coefficient est donné par le tableau suivant :

Coefficient de Dévalorisation

ANNEES	Pour obtenir des francs-Poincaré multiplier par	ANNEES	Pour obtenir des francs-Poincaré multiplier par
—	—	—	—
1914.....	4.92	1920.....	1.76
1915.....	4.36	1921.....	1.88
1916.....	4.29	1922.....	2.07
1917.....	4.42	1923.....	1.54
1918.....	4.57	1924.....	1.31
1919.....	3.49	1925.....	1.20
		1926.....	1.00

I. — Voici le tableau concernant les Forges de Chatillon-Commentry et Neuves-Maisons. Il est reproduit en détail, pour bien indiquer comment il a été établi. En ce qui concerne les autres Sociétés, les résultats seront seuls mentionnés dans un tableau d'ensemble :

Forges de Châtillon-Commentry et Nouvelles Maisons

ANNÉES	NOMBRE D'AC- TIONS	DIVIDENDES EN FRANCS- POINCARÉ	CAPITAL EN BOURSE (en francs-Poincaré)	CAPITAL INVESTI : FRANCS POINCARÉ
1927..	74.000 × 85 =	6.920.000	74.000 × 2.243 = 165.982.000	AVANT 1914 :
1928..	80.000 × 100 =	8.000.000	80.000 × 3.937 = 314.360.000	22.484.000 × 4,92 (coeffi- cient de dévalorisation
1929..	90.000 × 115 =	10.350.000	90.000 × 5.823 = 524.076.000	de la monnaie) = 110.621.880
1930..	90.000 × 100 =	9.000.000	90.000 × 5.361 = 482.490.000	EN 1920 :
1931..	90.000 × 40 =	3.600.000	90.000 × 2.923 = 263.070.000	20.350.000 × 1,76 = 35.816.000
1932..	90.000 × 30 =	2.700.000	90.000 × 2.209 = 198.810.000	EN 1928 :
1933..	90.000 × 40 =	3.600.000	90.000 × 2.093 = 188.370.000	39.380.000 × 1 = 39.380.000
1934..	86.000 × néant	néant	86.000 × 1.461 = 125.646.000	EN 1929 :
1935..	86.000 × 30 =	2.580.000	86.000 × 1.079 = 92.794.000	15.000.000 × 1 = 15.000.000
1936..	86.000 × 55 =	4.730.000	86.000 × 1.128 = 97.008.000	
Total.....		51.460.000	2.452.500.000	200.817.880
MOYENNE POUR LA PÉRIODE 1927-1936		DES DIVIDENDES ANNUELLEMENT DISTRIBUÉS	DE LA VALEUR DU CAPITAL EN BOURSE	CAPITAL INVESTI MOYEN PENDANT LA PÉRIODE 1927-1936
		51.460.000 : 10 = 5.146.000	2.452.600.000 : 10 = 245.260.000	$\left. \begin{array}{l} 146.437.880 \times 10 \\ 39.380.000 \times 9 \\ 15.000.000 \times 8 \end{array} \right\} : 10 = 193.879.000 \text{ fr.}$

TABLEAU V
(en francs-Poincaré)

SOCIÉTÉS	MOYENNE POUR LA PÉRIODE 1927-1936		
	des dividendes distribués annuellement	de la valeur du capital en Bourse	du capital investi
Longwy	8.191.000	226.496.500	437.789.700
Micheville . . .	3.500.000	193.600.000	231.950.000
Chatillon Commentry ..	5.146.000	245.260.000	193.879.000
Neuves-Maisons Marine et Ho- mécourt ...	6.340.000	237.668.000	597.692.840
Senelle - Mau- beuge . . .	3.540.000	214.482.500	232.819.590
Total.....	26.717.000	1.117.507.000	1.694.131.130

Le total des dividendes distribués pour une année moyenne de la période 1927-36 est, on le voit, de 26.717.000 francs pour l'ensemble des cinq Sociétés. On peut par ailleurs évaluer les salaires à 290 millions par an, ce qui donne un rapport de 9,2 % entre les dividendes et les salaires.

De plus le rapport des Dividendes au Capital en Bourse est de $\frac{26.717.000}{1.117.507.000}$, soit 2,39 %. Il montre à quel point le revenu du Capital en Bourse est faible. Son taux n'est même pas égal au taux général de l'argent.

Le revenu du Capital Investi est moindre encore. Le rapport des Dividendes au Capital Investi

est en effet de $\frac{26.717.000}{1.694.131.130}$, soit 1,57 %. Les sous-

cripteurs reçoivent pour les sommes versées un intérêt insignifiant, si l'on veut considérer tous les risques qu'ils ont eu à supporter depuis l'époque où ils ont investi leurs capitaux dans l'affaire.

Enfin, le rapport du Capital Investi au Capital-Actions en Bourse, qui s'élève à $\frac{1.694.131.130}{1.117.507.000}$, soit

151,6 % prouve que les actionnaires ont perdu un peu plus du tiers du capital qu'ils avaient investi.

Cette dernière constatation permet d'écarter l'objection, que nous avons exposée dans la première partie, sur le bien fondé de considérer comme revenus du Capital les seuls Dividendes distribués. Rappelons la brièvement :

« Les dividendes distribués ne représenteraient pas la totalité des bénéfices des Sociétés. Une grande partie de ceux-ci serviraient à créer des réserves parfois hors de rapport avec la marche normale des entreprises. Dans ces conditions une part de ces bénéfices viendrait en rétribution du Capital sous une forme détournée. » Nous avons montré dans la première partie que le Capital et le Travail avaient tous deux leur part dans les bénéfices non distribués et que d'ailleurs les réserves et les amor-

tissements n'avaient pas été exagérés pendant cette période.

Pour la période 1927-36, puisque nous constatons que le Capital-Actions en Bourse est très inférieur au Capital Investi, il apparaît de toute évidence que pour l'ensemble des Sociétés considérées, la part des bénéfices non distribués n'a pas même suffi à couvrir la perte du Capital Investi. Nous admettons donc, comme nous avons été conduits à le faire dans la première partie, que les dividendes distribués correspondent bien, en ce qui concerne cette étude, au revenu réel du Capital.

En comparant le rapport des dividendes aux salaires pour cette période à celui qui a été calculé pour la période de 1911 à 1914, on constate ici encore une baisse importante de la part du Capital, indiquée par une chute du pourcentage de 13,65 à 9,2.

II. — Nous arrivons maintenant à l'examen pendant la période de 1927 à 1936 des Sociétés houillères précédemment considérées de 1911 à 1914.

Voici à titre d'exemple, un tableau détaillé concernant les mines de Nœux, Vicoigne, Drocourt. Les résultats pour les autres sociétés seront seuls énoncés.

Mines de VICOIGNE, NOËUX, DROCOURT

ANNÉES	NOMBRE D'AC- TIONS	RÉPAR- TITIONS	DIVIDENDES EN FRANCS- POINCARÉ	DU CAPITAL-ACTIONS EN BOURSE (en francs-Poincaré)		CAPITAL INVESTI (EN FRANCS-POINCARÉ)
1927..	614.000	35 =	21.490.000	614.000 × 677 =	415.678.000	AVANT 1914 : 3.000.000 × 4,92 (coeffi- cient de dévalorisation de la monnaie) = 14.760.000
1928..	675.000	40 =	27.000.000	675.000 × 909 =	617.325.000	
1929..	720.000	42,5 =	30.600.000	720.000 × 1.485 =	1.069.200.000	
1930..	720.000	40 =	28.800.000	720.000 × 1.365 =	984.240.000	
1931..	720.000	25 =	18.000.000	720.000 × 835 =	601.200.000	
1932..	720.000	25 =	18.000.000	720.000 × 637 =	458.640.000	EN 1919 : 30.688.000 × 3,49 = 107.101.120 EN 1920 : 39.000.000 × 1,76 = 68.640.000 EN 1924 : 9.408.000 × 1,31 = 12.324.480 EN 1928 ET 1929 : 47.337.000
1933..	720.000	25 =	18.000.000	720.000 × 615 =	442.800.000	
1934..	270.000	25 =	18.000.000	270.000 × 483 =	347.760.000	
1935..	720.000	25 =	18.000.000	720.000 × 513 =	369.360.000	
1936..	720.000	25 =	18.000.000	720.000 × 435 =	313.200.000	
Total.....			215.890.000	5.649.403.000		Total..... 250.162.600
MOYENNE POUR LA PÉRIODE 1927-1936		DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS		DU CAPITAL-ACTIONS EN BOURSE		
		215.890.000 : 10 = 21.589.000		5.649.403.000 : 10 = 564.940.300		

En renouvelant pour les autres Sociétés les mêmes calculs, on obtient les résultats suivants :

TABLEAU VI
(en francs-Poincaré)

SOCIÉTÉS	MOYENNE POUR LA PÉRIODE 1927-1936		
	des dividendes distribués annuellement	de la valeur du capital en Bourse	du capital investi
Béthune . . .	21.160.000	590.667.400	32.496.000
Lens	35.656.000	1.438.205.000	370.948.000
Vicoigne Nœux, Dro- court	21.589.000	564.940.300	250.162.600
Dourges . . .	23.113.500	571.086.100	66.456.000
Total	101.518.500	3.164.898.800	720.062.600

Il est intéressant de rapprocher les résultats de ce tableau de ceux qui ont été obtenus pendant la période 1911-1914.

Pendant la première période, le Capital investi était bien inférieur au Capital-Actions en Bourse. Ici au contraire il n'en est plus que le quart environ.

Passons maintenant à l'estimation des salaires.

Leur calcul a été fait en ayant recours à la méthode précédemment adoptée dans la première partie.

*Moyenne des Salaires des Ouvriers
annuellement distribués pendant la période 1927-36*

Béthune	98.136.498
Lens	152.210.477
Vicoigne, Nœux, Drocourt	126.745.933
Dourges	81.377.727
Total.....	<u>458.470.635</u>

Le rapport des dividendes aux salaires est donc de 22,1 %. Pour la période de base de 1911 à 1914, le rapport était de 34 %. La baisse de la part du Capital est sensible.

Par ailleurs, les dividendes sont passés de 23.636.000 fr. en 1911-14 à 101.318.500 fr. en 1927-36, ce qui représente un accroissement de 430 %.

Les salaires sont passés de 68.803.800 fr. à 458.470.635 fr., ce qui représente un accroissement de 666 %.

III. — Il existe pour la France deux études comparables à celle que nous avons exposée pour l'industrie belge au § A de la deuxième partie. Elles permettent de fixer le rapport du Capital et du Travail pour un ensemble important de Sociétés. La première porte sur l'année 1932, la seconde sur l'année 1937. Etablies par l'Association Nationale des Sociétés par actions, elles ont été publiées sous le titre : « Parts respectives du Fisc, du personnel, et des Capitaux dans l'activité des Sociétés françaises. »

Nous n'examinerons pas pour le moment la part du fisc. Seules les parts du personnel et des capitaux retiendront notre attention.

Voici, rapidement résumée, la méthode générale de ces enquêtes.

Le chiffre total du Capital se compose du Capital versé, des primes d'émission, de la valeur des apports en nature, des réserves et de la Dette obligataire.

La part du personnel comprend d'abord les traitements et salaires, ensuite les charges sociales. c'est-à-dire les assurances sociales, les accidents de travail, les allocations familiales, les caisses de secours et de retraite et les allocations en nature. Les jetons et tantièmes ne sont pas inclus dans la part du personnel.

La première enquête, qui porte sur l'année 1932, donne les résultats suivants :

Les 126 sociétés considérées à cette époque ont réalisé, pour un capital engagé supérieur à 12 milliards 500.000.000, un chiffre d'affaires de 8 milliards 664 millions.

Celui-ci a permis de faire allouer :

	En millions de francs
— A la main-d'œuvre.....	2.040
— Aux charges sociales	253
— Aux Actionnaires	303

Le rapport des dividendes aux salaires ressort ainsi à 13 %.

La seconde enquête, pour l'année 1937, est plus étendue que la première. Elle porte sur 260 sociétés qui réalisèrent un chiffre d'affaires de 19 milliards 852.000.000 pour un capital engagé supérieur à 16.500.000.000.

Il a été alloué :

	En millions de francs
— A la main-d'œuvre	4.500
— Aux charges sociales	540
— Aux Actionnaires	561

Le rapport des Dividendes aux salaires est de 10 %.

Entre ces deux époques, on constate par conséquent un accroissement de la part allouée au travail sensiblement supérieur à celui de la part attribuée au Capital. Le rapport de 10 % entre les revenus du Capital et du Travail correspond exactement à celui qui a été déterminé pour l'Industrie Belge pendant la période de 1920 à 1936.

§ C. — VARIATIONS DU RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL
DANS L'ENSEMBLE DU PAYS

La répartition des revenus en France en 1913 a été établie dans la première partie. Deux articles publiés dans la Revue d'Economie Politique, l'un en janvier et février 1939, par MM. Sauvy et Rivet, l'autre en mai-août 1939 par M. de Bernonville, vont nous permettre de poursuivre cette même étude de répartition au cours de la période 1936-38.

Les variations du Rapport « Capital-Travail » dans l'ensemble du Pays ressortiront de la comparaison des résultats obtenus à ces deux époques.

Nous déterminerons d'abord les revenus du Travail, puis ceux du Capital et enfin les revenus mixtes.

Voici en premier lieu l'estimation du montant global des salaires en 1936.

Le calcul des revenus du travail est facilité par de nombreuses statistiques, qui proviennent de diverses sources : Ministères des Travaux Publics et des Finances, Assurances Sociales, Assurances sur les accidents du Travail, Compagnies des Chemins de Fer, Compagnies Houillères. Citons encore les enquêtes périodiques sur les variations de l'emploi, de la durée de travail et des taux de salaires.

TABLEAU VII

Salariés de l'Agriculture	14
Salariés du Commerce et de l'Industrie.....	58,0
Domestiques	4,3
Agents des services publics et des Chemins de fer	21,0
Ensemble, en milliards.....	<u>97,3</u>

Le calcul des revenus des capitaux est soumis à de nombreux aléas. Le revenu des valeurs mobilières françaises se détermine par le rendement de la taxe à laquelle elles sont assujetties. Il en est de même pour les valeurs étrangères abonnées. Un facteur d'imprécision existe du fait de l'existence de valeurs non abonnées. M. de Bernonville a estimé à 2,5 milliards de francs le revenu brut de l'ensemble des valeurs détenues par les portefeuilles privés français.

Les revenus de la propriété bâtie sont évalués à 12 milliards. Ce chiffre a été obtenu en se référant aux valeurs locatives déterminées en 1924 par l'Administration des Finances et qui servent de base à l'établissement de la contribution foncière. Toutefois il a fallu interpréter ces données à cause de la variation de la valeur des loyers depuis 1924 et de la construction d'immeubles neufs postérieurs au relevé fait par l'administration.

L'évaluation des revenus de la propriété non bâtie repose sur des estimations. D'après certains

travaux de MM. Michel et Caziot qui font autorité, la hausse des fermages avait atteint son maximum en 1927. A cette époque, le revenu de la propriété non bâtie était de neuf milliards de francs. En 1936 il n'était plus que de sept milliards et demi par suite de la crise agricole survenue à partir de 1930. Ce dernier chiffre paraît d'ailleurs trop élevé, vu l'acuité de la crise.

Le total des revenus des Capitaux s'élève ainsi à 41 milliards.

Les revenus mixtes sont les plus difficiles à déterminer.

La détermination des revenus mixtes est particulièrement délicate du fait qu'ils sont mal connus en général. Elle est cependant assez simple en ce qui concerne l'agriculture. M. de Bernonville fixe à 56 milliards la production brute agricole en 1936; il apprécie les frais généraux à 16 milliards, le loyer de la terre à 7,5 milliards, et les salaires à 14 milliards. La part des exploitants s'établit donc à 18,5 milliards de francs. L'évaluation des bénéfices de l'industrie et du commerce est très complexe. Voici le principe du calcul de M. de Bernonville : « Aux revenus imposables (impôts compris), il ajoute les revenus échappant à l'impôt et il retranche les bénéfices distribués sous forme de dividendes déjà compris dans la catégorie des valeurs mobilières » (1). On obtient ainsi un chiffre de 15

(1) Fortune et revenu national, de MM. Sauvy et Rivet.

milliards et demi pour les bénéfices industriels et commerciaux en 1935. En tenant compte du relèvement des affaires de 1935 à 1936, un total de 18,5 milliards peut être admis pour 1936. Le montant des revenus des professions libérales est fixé par M. de Bernonville à 3.800 millions en 1936, grâce aux statistiques de l'impôt sur les revenus des professions non commerciales, charges et offices.

Enfin le total des pensions, retraites, secours d'assistance et rentes viagères est de 20 milliards au moins.

L'ensemble des revenus privés se répartissait donc en 1936 de la manière suivante :

	MILLIARDS DE FRANCS	RÉPARTITION PROPORTIONNELLE
Propriété foncière et valeurs mobilières	41	21
Salaires en nature et en ar- gent	97,3	49
Produit des entreprises ou du travail indépendant	40,8	20
Retraites, rentes viagères, se- cours d'assistance	20	10
	199,1	100

Le rapport des revenus du Capital aux revenus du Travail pour l'ensemble du pays, en faisant abstraction des revenus mixtes, est de 34,9 %.

Les revenus distribués en 1936 ont atteint près de 200 milliards. En 1938, on peut les fixer à 260 milliards au minimum.

En se rapportant aux évaluations citées dans la première partie, la progression des revenus privés serait la suivante :

34,5 milliards de francs en 1911, 36 milliards en 1913, 199 milliards en 1936, 260 milliards en 1938.

Entre 1913 et 1936, le Revenu National a été multiplié par 5,5.

Pour apprécier correctement cette progression, il faut prendre en considération la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Voici un tableau montrant l'évolution des revenus distribués (par tête d'habitant) et celle des divers indices de prix de 1911 à 1938.

	1911	1913	1936	1938
	—	—	—	—
Revenus distribués par tête d'habitant en France ..	860	900	4.750	6.200
Revenus distribués par tête d'habitant, base 100 en 1913 (moyenne annuelle)	95,5	100	528	688
Indice des prix de gros de 45 articles, base 100 en 1913 (moyenne annuelle)	98	100	397	626
Indice des prix de détail de 13 articles, base 100 en 1913 (moyenne annuelle)	99,5	100	425	647
Indice de la dépense d'une famille ouvrière de 4 personnes, à Paris, base 100 en 1914.....		100	507	696

Il ressort de ce tableau qu'en 1936 l'indice des revenus distribués était sensiblement supérieur à

tous les indices de prix. Chaque habitant disposait en ces dernières années, d'un pouvoir d'achat supérieur à celui de 1913.

Mais ce qui nous intéresse directement, c'est la répartition du revenu total entre les diverses catégories.

Rappelons ici la répartition en pourcentage des revenus en 1913 et 1936.

CATÉGORIE DES REVENUS	RÉPARTITION EN POURCENTAGE	
	EN 1913	EN 1936
Propriété foncière et valeurs mobilières	25,4	21
Salaires en nature et en argent	40,6	49
Produit des entreprises ou du travail indépendant	31,0	20
Retraites, rentes viagères, secours d'assistance	3,0	10
	100,0	100
Rapport Capital-Travail sans revenus mixtes	58,6	34,9

Evidemment, on ne peut pas mettre des cloisons étanches entre chaque catégorie. Les revenus d'une personne peuvent provenir de différentes sources (agriculture, valeurs mobilières, industrie, etc...). Aussi ne peut-on tirer de conclusions très rigoureuses des variations de pourcentage entre les diverses catégories de revenus.

Cependant, nous constatons nettement :

1° Un accroissement de la part du Travail pour

un nombre égal de salariés malgré l'apport de l'Alsace et de la Lorraine. Elle passe de 40,6 % en 1913 à 49 % en 1936. Le salaire individuel moyen était d'ailleurs annuellement de 1.200 à 1.300 francs avant-1914 et s'est élevé à 11.000 fr. en 1938 ; ce qui représente un accroissement de l'ordre de 900 %. Le prix de la vie n'a été multiplié que par 6,47. Le salaire moyen a donc progressé entre ces deux époques plus rapidement que les prix.

2° La part attribuée aux retraites, rentes viagères, secours d'assistance passe de 3 % à 10 %.

3° Les revenus mixtes, c'est-à-dire ceux qui proviennent à la fois du capital et du travail, subissent une diminution considérable. De 31 % en 1913, la part des revenus mixtes passe à 20 % en 1936.

4° Quant aux revenus du capital, ils passent de 25,4 % à 21 %. Cette diminution est importante, bien qu'elle soit moins considérable que la précédente.

5° Le rapport Capital-Travail — en excluant les revenus mixtes — a subi entre 1913 et 1936 une baisse représentée par une chute de pourcentage de 58,6 à 34,9

En résumé, le total des revenus distribués en 1936 est plus important qu'en 1913, en se basant sur le pouvoir d'achat de la monnaie en 1913. Par ailleurs la part des revenus attribuée au travail s'est

accrue nettement par rapport à celle attribuée au capital et à l'entreprise. Ce sont là deux constatations certaines.

La première peut paraître étrange. En effet, que la part du capital puisse varier par rapport à celle du travail, cela peut s'expliquer facilement, surtout dans les Sociétés anonymes : Il suffit qu'un mouvement social vienne à déterminer une augmentation des salaires au détriment des dividendes.

Mais comment expliquer l'augmentation du total des revenus ? Une réponse très simple vient à l'esprit : tous les revenus se sont accrus, les revenus des salariés ayant été les plus favorisés. Cette réponse n'est pas exacte. Les revenus des salariés seuls se sont accrus au détriment de la fortune capitalisée.

Pour nous en convaincre, comparons le total des fortunes françaises en Capital en 1913 et en 1936.

L'évaluation de la Fortune Nationale en 1913, faite dans la première partie de notre étude, donnait le chiffre de 297 milliards de francs. La discussion faite par MM. Sauvy et Rivet sur son estimation en 1936 permet de la fixer aux environs de 1.300 milliards.

La Fortune Nationale, si l'on ne tient pas compte du changement de la définition du franc, a donc été multipliée par 4,5. Nous avons vu que les revenus avaient été multipliés par 5,5. L'augmentation de la fortune capitalisée est donc moindre que celle des revenus.

Son total en francs germinal serait de 264 milliards en 1936, alors qu'il était de 297 milliards en 1913. Baisse d'autant plus sensible que la valeur monétaire réelle du total des emprunts de l'Etat et des collectivités n'a fait que croître depuis 1914, emprunts qui ne correspondent pas tous à une richesse réelle.

MM. Sauvy et Rivet soulignent ce fait : « L'évaluation de la fortune totale du pays a permis de constater une baisse réelle de la fortune capitalisée, observation qui confirme le changement de répartition des revenus au profit des revenus du Travail ».

Il s'ensuit que la hausse des salaires n'est pas venue d'un accroissement de la richesse du Pays. Elle n'a pas été prélevée non plus sur les revenus du Capital, qui sont restés presque invariables. En fait, les revenus du Capital ont été maintenus à un niveau presque constant et les revenus du Travail ont été augmentés dans une proportion de plus en plus forte par un prélèvement régulier et de plus en plus accusé sur le Capital même.

La richesse, qui vient du Travail, ne s'est pas accrue. L'épargne seule a fait les frais de l'augmentation des revenus. Dans l'ensemble, le Pays a vécu de plus en plus sur la richesse acquise et non sur son travail. Cette situation ne pouvait pas se prolonger davantage, car il ne saurait y avoir de revenus sans richesse produite correspondante.

La même tendance vers une hausse de la Part du Travail par rapport aux revenus de l'ensemble du Pays et vers une baisse du rapport « Capital-Travail », se retrouve dans certains pays étrangers d'une manière plus ou moins accentuée. Nous ne citons les quelques chiffres suivants que pour l'indiquer, en nous référant au § C de la Première Partie.

Aux Etats-Unis :

- la part du Travail, qui était en 1913 de 53 % du Revenu National, s'est élevée à 57 % en 1925 et à 59 % en 1929 ;
- le rapport des revenus du Capital à ceux du Travail, qui était de 47,2 % en 1913, s'était abaissé à 39,7 % dès 1925.

En Allemagne :

- la part du Travail, qui était, en 1913, de 45,6 % du Revenu National, s'est élevée à 56,5 % en 1929, et à 57,9 % en 1931.

Les résultats obtenus dans ce Chapitre sont réunis ci-après :

*
* *

*Rapports des Revenus du Capital
aux Salaires du Travail*

§ A. Industrie Belge	10	%
Charbonnages belges	7	%
Industrie Sidérur- gique 8 %	}	Industrie des Carriè- res 17 %
Façonnage des Mé- taux 9 %		Industries Chim- iques 20 %
Industrie du Verre 5 %		Fabrication des ex- plosifs 31 %
Industrie de la Construction . . . 7 %		Industrie de la Soie 33 %
§ B. Sociétés Sidérurgiques françaises étudiées	9,2	%
Sociétés houillères françaises étudiées	22,1	%
Enquête sur un ensemble de Sociétés Françaises		
en 1932	13	%
en 1934	10	%
§ C. Pour l'ensemble du Pays, en France.....	34,9	%
(aux Etats-Unis : 39,7 %)		

Nous rapprocherons ce tableau de celui qui lui correspond pour la Première Partie, après avoir recherché les causes des variations que nous avons signalées, dans les différents pourcentages, à la fin de chaque paragraphe de ce Chapitre.

CHAPITRE II

RECHERCHE DES MOTIFS DE L'ÉVOLUTION DU RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL

Entre les deux périodes sur lesquelles portent les Comparaisons que nous venons de faire, nous avons constaté par des résultats numériques d'importantes variations du rapport Capital-Travail.

Il convient de chercher à en discriminer les principales raisons. Nous les trouverons dans les évolutions sociale, économique (1) et fiscale que nous allons examiner à ce point de vue :

A. — Nous dirons quelques mots seulement sur l'état social avant la Révolution de 1789, puis nous aurons à décrire succinctement, sous l'angle spécial que nous considérons, l'ordre nouveau instauré par la période révolutionnaire pour examiner ensuite l'évolution des rapports du Capital et du Travail pendant le siècle dernier et jusqu'à nos jours.

(1) Réf. Cours de Législation industrielle de M. Oualid (1938-1939).

I. — Avant 1789, l'ensemble de la vie économique en France était organisé hiérarchiquement par les Corporations ou maîtrises et jurandes. Les relations contractuelles directes entre maîtres et ouvriers étaient à peu près inconnues, en dehors de quelques rares tarifs de salaires. La Corporation réglait par voie d'autorité les conditions du travail et de la production. Maîtres, Compagnons et Apprentis appartenant à un même métier ne pensaient pas que leurs intérêts fussent opposés. Les Compagnons pouvaient espérer devenir maîtres un jour ; les apprentis étaient assurés, en raison de leur nombre restreint, de devenir compagnons plus tard.

En résumé, du fait de la situation économique à cette époque, la Corporation de l'Ancien Régime réunissait dans un seul corps les diverses classes sociales des métiers. Et à quelques exceptions près, cette association se maintenait sans esprit de lutte, dans une ambiance de collaboration mutuelle. Si nous voulions trouver une analogie en ces derniers temps, nous dirions que l'esprit d'équipe qui animait les Maîtrises et les Jurandes de l'Ancien Régime s'est retrouvé en quelque sorte dans les armées modernes sous le nom d'esprit de corps.

II. — La Révolution a aboli les Corporations — dont la structure était évidemment contraire à un régime de liberté individuelle —, et a interdit toute association pour empêcher plus sûrement un

retour au système corporatif. La « Liberté du Travail » était proclamée. L'ouvrier avait désormais le droit de travailler quand il voulait le faire, où il voulait et comme il voulait. De même l'employeur pouvait produire ce qu'il voulait, comme il le voulait et au prix qu'il voulait. Cette transformation des rapports du Travail et du Capital était consacrée par des textes législatifs. Rappelons la célèbre loi Le Chapelier, dont l'article premier était ainsi conçu :

« L'anéantissement de toutes espèces de corporations de même état ou profession étant l'une des bases de la Constitution, il est défendu de les rétablir sous quelque prétexte que ce soit. » L'article II précisait que « les citoyens de même état ou profession, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer de président, secrétaire ou syndic, tenir des registres, prendre des arrêtés, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

Le Code Pénal de 1810 est venu sanctionner ces interdictions par l'article 414 qui frappe d'emprisonnement « toute coalition entre employeurs ou entre ouvriers tendant à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires ou à faire cesser de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et en général, à suspendre, empêcher, enchérir les travaux ». Il faut ajouter qu'en fait la répression a été beaucoup plus rigou-

reuse contre les travailleurs que contre les employeurs.

Enfin, le Code Civil a consacré ces interdictions et a considéré que les contrats entre patrons et ouvriers sont des contrats ordinaires. Un seul article y a été inscrit pour obvier expressément au rétablissement du servage : « On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée. »

Mais si les rapports Capital-Travail ont eu dès lors la liberté individuelle pour fondement, il s'est trouvé qu'en réalité, cette liberté était surtout profitable au patron riche et puissant qui ne trouvait devant lui que des ouvriers désunis et ignorants. L'article 1781 du Code Civil caractérisait bien cet état social. « En cas de contestation entre le maître et l'ouvrier sur la quotité des gages... le maître est cru sur sa simple affirmation. »

Quoiqu'il en soit, la Révolution a établi les relations entre le Capital et le Travail sur des bases nouvelles, entièrement différentes de celles de l'époque antérieure. Mais comme rien ne reste à l'état stationnaire, ces relations ne cesseront d'évoluer comme nous allons l'indiquer, pour aboutir finalement à la nouvelle conception du rapport Capital-Travail de l'époque actuelle.

III. — Dès les premières années du nouveau Régime, les ouvriers ne tardèrent pas, en effet, à s'apercevoir des dangers d'une liberté trop com-

plète : Des tarifs de salaires furent établis. Un arrêté du Directoire du 23 Messidor an V visant la Chapelierie stipula, par exemple, que « en cas de difficulté et pour assurer les droits des ouvriers à *leurs justes salaires*, il sera formé un tarif de salaires, lequel sera arrêté par *les fabricants et chefs ouvriers* en présence de *l'autorité municipale* ».

Il y eut même un timide retour au principe corporatif. Le rétablissement à Paris des Corporations de boulangers et de bouchers, la création de Chambres consultatives comme celles des Arts et Manufactures témoignèrent de l'existence d'une réaction contre un individualisme exagéré. Et vers la même époque, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, rapporteur du projet de Loi du 22 Germinal an XI, devant le Corps Législatif, déclarait :

« Sous le régime corporatif, les conventions entre ouvriers et ceux qui les employaient étaient soumises à des lois observées avec un respect religieux et, depuis, on s'en est joué impunément... Depuis, la confusion des Etats a porté vers le négoce une multitude d'hommes peu éclairés qui en ont méconnu les principes et compromis le succès. »

Bientôt aussi les ouvriers firent revivre les anciens compagnonnages. Ils créèrent des mutualités, des « résistances » comme le Devoir Mutuel de Lyon en 1829 et la Société typographique en 1839.

Notons en passant que, dans un état social où l'on pouvait, au nom de la liberté, faire travailler

sans aucune restriction, de telles organisations devaient en venir à rechercher l'aboutissement de leurs revendications par l'agitation (grève et parfois même émeute). Ces unions ouvrières obtinrent certains tarifs de salaires, qui marquèrent un progrès sensible sur les conditions générales de travail de l'époque. Citons le tarif de la typographie parisienne en juillet 1843 et celui de la typographie lyonnaise en 1848.

Le tarif de la typographie parisienne fut élaboré par exemple par une Commission mixte composée des représentants des Maîtres-Imprimeurs et des Ouvriers. Les délégués des ouvriers demandèrent, en plus des tarifs mêmes, toute une organisation de la profession : Commission mixte permanente pour veiller à l'exécution des tarifs, réglementation de l'apprentissage, répartition plus équitable des travaux à accomplir entre les compositeurs de chaque maison. La Commission ne donna suite qu'au premier de ces vœux ; mais la présentation de telles demandes prouve par elle-même à quel point la conception des rapports Capital-Travail avait déjà évolué.

Au cours de la Révolution de 1848, les accords collectifs entre employeurs et ouvriers ont été généralisés ; mais cet essai ne fut pas viable par suite d'un revirement politique. Et pendant toute la période de l'Empire autoritaire, l'évolution sociale fut arrêtée.

Cependant l'essor de l'industrie créait un pro-

blème ouvrier de plus en plus grave qu'il était impossible de négliger, et provoquait le développement des groupements ouvriers. Bien qu'ils fussent illégaux, leur action n'en existait pas moins. La loi du 25 mai 1864 vint reconnaître cet état de fait ; et le droit de grève fut créé pour permettre aux ouvriers de faire triompher leurs revendications professionnelles. Le nombre d'associations ouvrières ne cessa de s'accroître. Et l'on comptait à Paris, à la veille de la guerre de 1870, soixante-sept chambres syndicales.

Le développement des groupements patronaux n'était pas resté en retard. Déjà en 1858 une « Union du Commerce et de l'Industrie » prospérait à Paris. Et vers 1880 cent cinquante syndicats patronaux comptant 25.000 adhérents, existaient dans la Capitale.

Cet aperçu de l'évolution accomplie depuis 1789 permet de constater que la suppression des Corporations a amené dans les entreprises une *dissociation* du Capital et du Travail.

Initialement les relations entre le Capital et le Travail avaient été rendues entièrement libres ; et seule la loi de l'offre et de la demande déterminait la valeur du Travail. Cet individualisme poussé à l'extrême a provoqué une réaction. La tendance au regroupement des ouvriers et des employeurs s'est développée pour aboutir — après des périodes de succès sans lendemain comme en 1848 — à la loi de

1884 reconnaissant officiellement les syndicats. Mais ce regroupement s'est fait en laissant subsister la *séparation* entre les représentants du Travail et ceux du Capital.

Ainsi que nous venons de l'indiquer, c'est la loi du 21 mars 1884 qui a donné une existence légale aux associations professionnelles. Désormais, en effet, tout groupement composé même de plus de 20 personnes « exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés », et ayant « exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux », peut « se constituer librement, sans l'autorisation du gouvernement ».

Il serait erroné de croire que cette loi constitue un retour à la Corporation. Elle n'investit nullement le groupement professionnel d'un pouvoir réglementaire sur l'ensemble de la profession. C'est au nom de la liberté individuelle qu'elle a été édictée. Il n'y avait pas de raison, pensait-on, d'empêcher les ouvriers de s'associer entre eux selon leurs désirs : Ils entrent dans le syndicat librement, ils en sortent librement aussi.

Mais à partir de 1884, les ouvriers ont une représentation légale par laquelle ils peuvent faire aboutir leurs revendications. L'instrument normal du pouvoir du syndicat est la « Convention collec-

tive », qui est « un accord conclu entre un patron, un groupement de patrons ou un syndicat de patrons, d'une part, et, d'autre part, les délégués de leurs employés ou de leurs ouvriers ou les délégués des syndicats dont ils font partie, dans le but de fixer les conditions générales de travail que les employeurs s'engagent à appliquer dans leurs établissements ».

On peut se demander quelle influence cet accord libre entre certains ouvriers et patrons peut avoir sur les rapports du Travail et du Capital : La Convention Collective va modifier de nouveau les principes mêmes de ces rapports en trois étapes successives :

1^o Période d'application restreinte de la Convention collective allant de 1884 à la guerre 1914-1918. Une parenthèse sera ouverte pour énumérer certaines lois sociales qui avaient, à cette époque, une influence directe sur le rapport Capital-Travail.

2^o Période de généralisation des Conventions collectives allant de 1914 à 1936.

3^o Période de 1936 à nos jours.

1^o Pendant la première période de 1884 à 1914, le nombre des Conventions collectives est demeuré très restreint. Cette faible extension des accords collectifs s'explique par le peu de développement du syndicalisme patronal et ouvrier, et par l'imprécision de la jurisprudence à leur égard. « Qui pou-

vait en invoquer le bénéfice ? A qui étaient-elles opposables ? Quel était le sort des contrats individuels conclus en violation de la convention collective ? Quelle sanction entraînait cette violation ? » (1). Par suite d'une telle imprécision juridique et de leur peu d'essor, les Conventions collectives n'ont eu, pendant la première période, qu'une influence relativement faible sur le rapport Capital-Travail, qui nous intéresse.

Cependant, contrairement à la jurisprudence, les Pouvoirs Publics les considéraient avec faveur, et « loin de les amoindrir, de les interdire, ils en facilitaient la conclusion et leur donnaient une valeur particulière pour l'application de la législation ouvrière et sociale » (1). Les Décrets du 10 août 1899, venant après la loi de 1892, montrent à quel point allait cette faveur.

La loi sur la conciliation et l'arbitrage facultatif a été votée en 1892.

En cas de conflit de travail, le juge de paix, sur la demande des intéressés, réunit un comité de conciliation composé d'ouvriers et de patrons. S'il y a accord, le juge de paix en dresse acte. « Cet acte vaut convention » (1).

Les Décrets du 10 août 1899 ou Décrets Mille-
rand, ont imposé l'insertion dans les cahiers des

(1) Cours de Législation Industrielle de M. Oualid, 1938-1939 pour le D.É.S.

charges des entreprises travaillant pour l'Etat, pour les départements ou pour les communes, de certaines clauses dont le but était de protéger la classe ouvrière. Voici les principales :

— Repos d'un jour par semaine. C'était là un progrès précédant de sept ans la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire ;

— Limitation du nombre d'ouvriers étrangers ;

— Paiement aux ouvriers d'un salaire normal pour chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers. Ce salaire normal est fixé d'après le taux appliqué dans la région où le travail est accompli.

Il faudra attendre jusqu'en 1936 pour que des salaires minima par région soient légalement fixés dans une convention.

— Limitation de la durée du travail journalier à la durée normale du travail dans la région.

Pour arrêter les divers éléments de ces clauses, l'administration devait se référer aux accords régionaux entre syndicats ouvriers et patronaux, ou provoquer la réunion de Commissions mixtes qui les fixeraient.

C'était donner ainsi un encouragement et une importance accrue à la Convention Collective.

Et par ailleurs l'influence de telles clauses sur le rapport Capital-Travail est évidente : Les salaires ne pouvaient pas descendre au-dessous d'un niveau déterminé d'avance. La durée maxima de travail était également déterminée.

Ces décrets constituent la première limitation importante imposée aux variations du rapport Capital-Travail : la part du travail et sa durée ne peuvent varier que dans une certaine limite. Toutefois l'incidence des Décrets Millerand ne fut pas considérable puisque leur action était limitée à des marchés officiels.

Nous ouvrons maintenant une courte parenthèse pour indiquer qu'en dehors des conventions collectives, il existait au début de notre siècle d'autres lois sociales ayant, sur le rapport Capital-Travail, une réaction suffisante pour qu'il en soit donné tout au moins une brève nomenclature. Elles concernent :

— La protection de l'Enfance. (Le travail des enfants a été réglementé dans les mines en 1841 et dans les manufactures en 1874) ;

— La réglementation du travail des femmes en 1892 (travail de nuit interdit et repos hebdomadaire institué) ;

— La limitation de la durée du travail (limitée à 12 heures en 1902, avec obligation d'un décret pour dépasser cette limite) ;

— Le repos hebdomadaire (généralisé en 1906) ;

— Les accidents du travail (loi du 9 avril 1898, complétée en 1900). Cette loi établit le principe du risque professionnel et de l'indemnité forfaitaire à la charge du patron.

Cette énumération très sommaire nous permet de mieux réaliser le chemin parcouru au cours du siècle dernier dans la voie d'une réglementation d'un des facteurs du rapport Capital-Travail. Néanmoins, cette réglementation n'était pas parvenue dans son ensemble à un point tel que le jeu de la loi économique de l'offre et de la demande puisse s'en trouver sensiblement affecté.

2° La période de généralisation des Conventions Collectives a été marquée par les trois lois suivantes :

- la loi du 10 juillet 1915 sur les travailleuses à domicile ;
- la loi du 11 juin 1917 sur la semaine anglaise ;
- la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures.

Nous les examinerons successivement, car elles nous intéressent à double titre — d'abord par leur influence sur la généralisation des Conventions Collectives, ensuite par leur incidence directe sur la répartition des profits en général entre le Capital et le Travail.

Nous dirons enfin quelques mots sur la loi du 25 mars 1919 qui établit les caractères mêmes de la Convention Collective.

a) La situation des travailleurs à domicile était particulièrement pénible. Certaines ouvrières, par

exemple, gagnaient une somme de 1 franc par jour en fournissant un travail exténuant. Une pareille injustice ne pouvait durer. La loi du 10 juillet 1915 a eu pour but d'assurer aux ouvrières du vêtement, travaillant à domicile, un salaire minimum égal à celui qui leur aurait été payé pour un travail équivalent dans un atelier. Pour déterminer ce salaire, il fut créé des comités mixtes sous le nom de « Comité départemental des salaires des ouvrières à domicile ». Ces comités mixtes devaient comprendre un nombre égal de patrons et d'ouvriers. Quand le salaire attribué par le patron est inférieur au salaire minimum légal, l'ouvrière peut réclamer la réparation de cette injustice devant les juridictions. Mais il était à craindre qu'elle n'oseraît pas faire valoir ses droits elle-même ; en conséquence la loi du 10 juin 1915 admet à agir en justice « sans avoir à justifier d'un préjudice... les associations autorisées à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail ».

Cette loi, votée à l'origine pour venir en aide aux ouvrières du vêtement travaillant chez elles pour un salaire insuffisant, fut étendue par simple mesure administrative à toutes les industries où se rencontrait une situation comparable.

Pour la première fois, une loi consacre le principe d'un salaire minimum et s'interpose entre ouvriers et employeurs pour la fixation des salaires. Elle a, de plus, le double mérite de consacrer aussi le contrat collectif et de le sanctionner. 4

b) La loi du 11 juin 1917 n'a qu'une relation lointaine avec le rapport Capital-Travail. Son intérêt est cependant considérable car elle fait une application directe de la Convention Collective.

L'Article premier est ainsi conçu : « Pendant la durée de la guerre et tant qu'une loi générale ne sera pas intervenue, dans les industries visées par l'article 33 du Livre I^{er} du Code du Travail (Industries du vêtement), le repos pendant l'après-midi du samedi sera assuré aux ouvrières de tout âge dans des conditions déterminées pour chaque profession et pour chaque région par des règlements d'administration publique qui se référeront dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la région. »

Cette loi comporte une innovation. Au lieu de régler dans les détails toutes les mesures prescrites par le texte, elle a recouru aux accords intervenus entre Syndicats. Ces accords, lorsqu'ils sont acceptés par l'Administration, ont alors, avec la forme réglementaire, l'autorité et la généralité qui en découlent.

Cette méthode, par laquelle les intéressés sont conviés à déterminer les modalités d'application d'une loi, a mérité « le nom de législation autonome du travail faite d'une collaboration hiérarchisée entre le législateur parlementaire et le législateur autonome ».

c) La loi du 28 avril 1919 sur la journée de huit heures réduit et limite la durée du travail ; elle généralise « la collaboration du règlement avec la convention collective » (1). Le vote de cette loi rencontra une vive opposition de la part des patrons. Les pertes énormes en hommes et en richesses de toutes sortes en empêcheraient la réalisation, disaient-ils. On se mit cependant d'accord, grâce à une formule conciliatrice : la loi posait seulement le principe de la journée de huit heures, et laissait toute latitude aux intéressés pour fixer les détails d'application au mieux des intérêts de l'Economie du Pays. Grâce à cette souplesse, la loi sur la journée de 8 heures se trouvait adaptée à toute l'industrie, au plus grand avantage des ouvriers comme des employeurs.

d) Enfin, la loi du 25 mars 1919 donne un statut légal à la Convention Collective.

Celle-ci est, aux termes de la loi, un contrat qui lie les parties signataires. Elle n'est pas obligatoire ; mais ceux qui l'ont acceptée ne peuvent y déroger par des accords individuels. Voilà le point important.

Il est inutile de donner ici les détails d'application de ce principe. Constatons en effet que les répercussions des Conventions Collectives répondant

(1) La Législation Industrielle, par M. Oualid (1938-1939).

à une telle définition ne sauraient être bien considérables sur le rapport Capital-Travail. De telles conventions donnent néanmoins, si elles sont nombreuses, une certaine fixité à ce rapport. Mais puisqu'elles ont été librement discutées, on ne peut pas dire qu'elles le déterminent par voie d'autorité.

Après la guerre 1914-1918, les Conventions Collectives se généralisèrent pour l'application de la loi de 8 heures. De 1919 à 1925, dix-sept cent quatre conventions furent enregistrées. Elles ne furent généralement pas renouvelées ; car les avantages qu'elles avaient comportés se trouvaient en quelque sorte définitivement acquis. Et les ouvriers n'étaient nullement désireux de fixer d'une manière stable leurs salaires, — surtout à une époque où les conditions générales de la main-d'œuvre étaient telles que la liberté leur fournissait la possibilité de gains plus élevés. Mais la crise économique de 1929 vint retourner cette situation ; et provoqua une baisse constante des salaires. Le chômage apparut et ne cessa de s'accroître.

Les ouvriers sentirent à nouveau tout l'intérêt qu'ils avaient à être groupés ; ils adhérèrent de plus en plus nombreux aux organisations syndicales. Aussi, ces organisations prirent-elles une importance sans cesse grandissante. Leur action en devint plus efficace ; et grâce à un mouvement, dit de rassemblement populaire, les hommes qui les dirigeaient furent portés au pouvoir au printemps 1936.

3° A partir de cette date on peut dire que la conception des rapports du Travail et du Capital est profondément changée. Les rapports entre patrons et ouvriers « cessent d'être individuels. Ils deviennent inter-syndicaux et collectifs. A ce droit nouveau, à ces faits nouveaux doivent correspondre des relations juridiques nouvelles... Ce droit collectif nouveau a nécessairement pour base la Convention Collective ».

L'accord Matignon du 17 juin 1936 est symptomatique de cette conception nouvelle.

— L'article premier indique que « la délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail ».

— Les articles 3 et 5 concernent le droit syndical et les délégués ouvriers.

— L'article 4 présente un grand intérêt dans cette étude. Il détermine d'abord un réajustement des salaires à la date du 26 mai 1936 suivant une échelle décroissante de 15 % pour les salaires les moins élevés à 7 % pour les salaires les plus élevés. Il prescrit ensuite la fixation de salaires minima : « les négociations pour la fixation par contrat collectif des salaires minima par région et par catégorie qui vont s'engager immédiatement devront concerner en particulier le réajustement nécessaire des salaires anormalement bas ».

Avec l'accord Matignon, la Convention Collective devient donc la base des rapports entre patrons et travailleurs.

Mais si elle avait conservé le caractère contractuel et privé qu'elle avait en 1919, les avantages accordés aux ouvriers seraient peut-être restés lettre morte. Une minorité d'ouvriers aurait pu ruiner l'œuvre sociale de la majorité en travaillant à des conditions plus avantageuses pour les employeurs.

La loi du 24 juin 1936 transforme le caractère de la Convention Collective.

— Celle-ci demeure privée, mais elle peut être provoquée par l'action administrative à la demande d'une organisation syndicale ouvrière ou patronale. Une commission mixte est en ce cas réunie en vue de la conclusion d'un contrat collectif de travail. Cette Commission est composée d'employés et d'employeurs appartenant à des organisations syndicales « les plus représentatives de la branche de l'industrie ou du commerce intéressé ».

— La Convention Collective doit obligatoirement comporter certaines clauses concernant la liberté syndicale, les délégués d'atelier, les salaires minima, le délai-congé, l'organisation de l'apprentissage.

— Enfin, elle peut être étendue à des tiers par acte d'autorité à condition qu'elle ait été élaborée par les organisations syndicales patronales et ouvrières les plus représentatives.

Voilà l'essentiel des principaux caractères de la Convention Collective de 1936. Certains auraient voulu que tous les problèmes économiques et sociaux, se rapportant à une profession, soient réglés par des conventions collectives qui auraient été ré-

digées, pour l'ensemble de la profession, par deux syndicats désignés.

L'opportunité de cette solution n'a pas à être discutée ici.

Nous n'avons pas davantage visé la procédure d'arbitrage obligatoire en cas de contestation. Notons en passant qu'elle aurait dû normalement impliquer la suppression du droit de grève et du lock-out. Mais ces questions sont en dehors des limites de notre sujet.

La réaction des Conventions Collectives sur le rapport Capital-Travail est maintenant facile à constater.

Tant que la Convention Collective était un contrat à caractère individuel, sa répercussion sur le rapport n'était pas grande. Mais avec la loi du 24 juin 1936, un des facteurs du rapport Capital-Travail perd une large part de son indépendance puisque, même en dehors de tout accord entre parties, certaines réglementations concernant le travail peuvent être imposées.

De plus, la législation instaurant la semaine de quarante heures et les congés payés (1) est venue abaisser encore la durée du travail sans diminution de salaire. Le projet de loi en faveur des vieux travailleurs, ainsi qu'antérieurement la loi sur les assurances sociales de 1930, et le Code de la Famille de

(1) Lois des 20 et 24 juin 1936.

1939 (2) répondent à l'idée d'assurer aux ouvriers une stabilité complète de leur situation sociale durant toute leur existence.

Toute ces lois sont commandées par une nouvelle notion du travail : la loi de l'offre et de la demande ne doit pas jouer pour déterminer sa valeur. Le travail ne doit pas être une marchandise.

De même qu'au Capital doit correspondre une juste rémunération, de même au Travail doivent correspondre toujours un salaire minimum et une retraite.

Et pour donner une vue d'ensemble sur l'évolution sociale et économique sous l'angle qui nous intéresse — et que nous avons limitée à notre pays — nous constatons que le rapport Capital-Travail, régi par un individualisme extrême au lendemain de 1789, était tout au contraire *déterminé à une époque récente par des accords entre groupements très importants et par une législation sociale de plus en plus développée*. Mais cette législation et ces groupements opposés n'ont fait qu'accentuer la *séparation* créée entre ouvriers et patrons par la suppression des Corporations.

Nous constatons aussi que cette évolution générale s'est précipitée pendant la période sur laquelle porte notre étude et *devait par conséquent réagir*,

(2) Le Chapitre Premier de ce Code modifie le système des allocations familiales établi par la loi du 11 mars 1932.

tout particulièrement alors, sur les pourcentages qui ont été établis.

B. — Dans le paragraphe précédent, nous avons recherché l'influence des lois sociales sur le rapport Capital-Travail et les limites qu'elles lui imposaient. Examinons maintenant dans le même but l'incidence de la fiscalité sur ce rapport.

L'Association Nationale des Sociétés par actions a édité toute une documentation répondant à cette question. Cette Association a en effet publié — comme nous l'avons mentionné au § B de la deuxième partie — deux études (1) intitulées : « Les parts respectives du Fisc, du Personnel, et des Capitaux dans l'activité des Sociétés Françaises ». Nous ne nous intéresserons ici qu'à la part du fisc.

Il n'a été tenu compte dans les études de l'Association Nationale des Sociétés par actions que des impôts payés en France par des Sociétés Françaises par actions. Ont été éliminés :

— Les impôts des Sociétés qui exercent leur activité dans les colonies ou pays de protectorat ;

— les impôts payés par certaines sociétés à des fisces étrangers ;

— les impôts dont les Sociétés subissent, même directement, l'incidence ; mais dont le paiement matériel n'est pas effectué par elles (impôt sur les

(1) Publiées respectivement en janvier 1934 et février 1939.

transports ou sur l'essence par exemple et d'une façon générale, impôts sur toutes les matières premières) ;

— les impôts qui sont la conséquence de l'activité des sociétés mais qu'elles ne payent pas elles-mêmes, comme l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires alloués au personnel ;

— les impôts sur le revenu des valeurs mobilières se rapportant aux titres composant le portefeuille des sociétés. Cette taxe aurait pu provoquer un double emploi dans l'hypothèse, très rare d'ailleurs, où une société étant actionnaire d'une autre, toutes deux auraient répondu à l'enquête faite par l'A. N. S. A.

— enfin, les droits de douane n'ont pas été décomptés, car il est difficile de les considérer comme étant exclusivement une charge fiscale, vu leur caractère protecteur.

Tous les impôts ne sont donc pas retenus, et par conséquent la charge fiscale réelle est supérieure à celle que ces études déterminent. Voici les impôts annuels à la charge des sociétés, dont il a été fait état :

— Contribution foncière des propriétés bâties et non bâties.

— Patente, taxe de main-morte, taxes sur les automobiles, chevaux et voitures.

— Droit de timbre afférent aux actions, obligations et parts de fondateur.

— Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements.

— Droits de Chambres de Commerce. Taxes locales, départementales et communales.

— Taxe d'apprentissage.

— Impôt sur le chiffre d'affaires et taxe à la production.

— Droits d'octroi.

— Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et, le cas échéant, taxe spéciale sur le chiffre d'affaires.

« Pour les 260 sociétés envisagées, les impôts annuels à leur charge se sont élevés en 1938 à un total de 1.124.744.412 fr. Cette charge fiscale, qui incombe en propre aux Sociétés, représente 190,2 % des dividendes pour les Sociétés bénéficiaires et 200,6 % si l'on tient compte des 28 sociétés déficitaires. Ainsi, dans leur ensemble, ces sociétés, pour payer 100 francs de dividendes aux actionnaires, ont dû payer plus de 200 francs au fisc. »

De l'étude publiée sur l'exercice 1932, il résulte que les Sociétés devaient alors payer 120 fr. au fisc pour 100 fr. distribués aux actionnaires. Le rapprochement de ces deux chiffres montre à quel point le poids de la fiscalité s'est accru entre ces deux époques.

Mais d'autres impôts viennent encore accroître la part du fisc.

On peut les classer en quatre catégories.

En premier lieu, les impôts récupérables sur les porteurs de titres : taxe sur le revenu des valeurs mobilières, taxe de transmission, droits de transfert et de conversion.

Ensuite, l'impôt récupérable sur les administrateurs.

Troisièmement, les impôts spéciaux : taxe de luxe, droits de timbre, etc...

Enfin les impôts non périodiques tels que ceux provenant de fusions ou d'absorptions, d'augmentations de capital, de prorogations et constitutions de sociétés, des enregistrements d'apports et de concessions.

Au total, la somme encaissée par l'Etat en 1938 du fait de l'existence et de l'activité de ces 260 sociétés s'est élevée à 1.738.625.870 francs, se répartissant entre les divers impôts de la manière suivante :

1) Impôts annuels à la charge des sociétés..	1.124.744.412
2) Impôts récupérables sur les actionnaires et obligataires	195.431.833
3) Impôts récupérables sur les administrateurs	16.563.659
4) Impôts spéciaux à certaines entreprises....	353.496.955
5) Impôts non périodiques	48.389.011
Total.....	<u>1.738.625.870</u>

« Cet ensemble d'impôts représente :

8,8 % du chiffre d'affaires contre	8 % en 1932
192,2 % du bénéfice	138 % en 1932
310,3 % des dividendes nets contre	231 % en 1932

Ainsi, quand l'actionnaire touche 100 fr., l'Etat reçoit 310 fr. »

L'analyse que nous venons de faire des publications de l'A.N.S.A. montre, par la comparaison des chiffres de 1932 et de 1938, toute la charge que le fisc fait peser d'une manière croissante sur l'économie française. Les Sociétés qui travaillaient pour le fisc deux jours sur trois en 1932, travaillaient pour lui, six ans plus tard, trois jours sur quatre.

Avant la guerre 1914-1918, la part du fisc n'était qu'un prélèvement très justifié sur les bénéfices des sociétés. Maintenant et de plus en plus, ce n'est pas un prélèvement, c'est un droit de propriété occulte, plus important et plus sûr que celui des vrais propriétaires.

Sans doute fera-t-on observer qu'il est impossible pour le fisc de procéder autrement. L'Etat a des besoins d'argent qu'il faut bien couvrir. D'autres diront aussi que ce n'est pas un mal si les grosses sociétés payent des impôts très lourds.

Ces remarques trouvent leur réponse dans la conclusion de la publication de l'Association Nationale des Sociétés par actions.

« A force de frapper si lourdement une des sources les plus certaines de la richesse française, ne risque-t-on pas de la tarir et de voir un jour l'Etat besogneux demeurer impuissant devant des sociétés sans vie qu'il aura lui-même ruinées. »

Il est impossible de parler actuellement des parts respectives du Capital et du Travail sans tenir compte du droit de propriété virtuel existant au profit du Fisc. Nous voyons que le jeu du rapport Capital-Travail n'est plus libre de ce fait. Aussi bien les éléments des pourcentages que nous avons calculés ont-ils été nécessairement affectés par l'intervention d'une fiscalité abusive.

*
* *

Si nous rapprochons maintenant les deux tableaux où sont condensés les résultats obtenus dans les première et deuxième parties, nous constatons que *le rapport des revenus du Capital aux salaires du Travail s'est abaissé, en ordre de grandeur, de la moitié dans l'Industrie Belge, d'un tiers dans les Sociétés Industrielles Françaises que nous avons considérées et d'une valeur comprise entre la moitié et le tiers pour l'ensemble de notre pays* (1).

En France, *la part des revenus du Travail* s'est accrue pour une population ouvrière sensiblement stable. Comme nous l'avons indiqué précédemment *cet accroissement a été déterminé en réalité par la législation sociale*, indépendamment de la prospérité de l'entreprise et de la situation économique en général.

Au contraire, *la part des revenus du Capital*, qui est normalement prélevée sur les bénéfices, est demeurée fonction de la prospérité de l'entreprise. Mais sa valeur *s'est trouvée réduite par des prélève-*

(1) Pour l'ensemble du pays, aux Etats-Unis, le rapport Capital-Travail ne s'est abaissé, entre 1913 et 1925, que du sixième environ.

ments du Fisc de plus en plus élevés et qui, se rapportant à un exercice passé, ne tiennent aucun compte de la situation actuelle ou future de la Société.

D'une manière générale, c'est sur ces bases que le rapport Capital-Travail était établi à une époque toute récente. On aurait pu croire que la part du Travail aurait été, dans ces conditions, tout à l'avantage des ouvriers, alors que celle du Capital se trouvait diminuée.

Pourtant il n'en a pas été ainsi et, si les ouvriers employés à un travail avaient des avantages plus importants qu'en 1914, l'ensemble des travailleurs ne semblait pas profiter d'une situation meilleure. Le chômage s'aggravait. La crise économique s'accroissait et semblait sans issue. Les rapports entre Capital et Travail étaient de plus en plus tendus. La vie économique était arrivée à une impasse.

Aussi, depuis plusieurs années déjà, recherche-t-on une solution qui permettrait d'établir un équilibre durable entre le Capital et le Travail.

Une solution existe-t-elle, dans quel sens doit-on la rechercher ?

Nous essayerons de répondre à cette question dans la Troisième Partie.

TROISIÈME PARTIE

Recherche d'une solution d'équilibre pour le rapport « Capital-Travail »

Pour répondre à la question qui vient d'être posée à la fin de la deuxième partie, il convient de remarquer tout d'abord que le déséquilibre du rapport Capital-Travail s'est produit à une époque où la vie économique était basée sur le libéralisme.

Nous allons résumer avec autant de précision que possible les critiques qui ont été faites de cette théorie et qui intéressent directement ou indirectement le rapport que nous examinons. Nous verrons si elles sont justifiées. Il nous sera possible alors de déduire des observations qui auront été faites la solution recherchée.

I. — On s'accorde à incriminer le libéralisme du déséquilibre entre la production et la consommation, qui s'est généralisé en ces dernières années,

A) Ce déséquilibre, certains l'attribuent à la surproduction qui résulterait du machinisme. La production serait d'après eux trop développée par le machinisme qui, réduisant la main-d'œuvre employée, limiterait par ailleurs la consommation du fait du chômage. C'est principalement sur le premier terme (production trop développée) qu'ils insistent, pour négliger, semble-t-il, le second dans les solutions qu'ils proposent.

B) D'autres, au contraire, attribuent le déséquilibre à la sous-consommation. Ils critiquent, non pas le machinisme en lui-même, mais le résultat néfaste qu'il aurait pour l'équilibre du rapport Capital-Travail, en développant sans cesse la part du capital au détriment de celle de travail et en provoquant ainsi une sous-consommation. Cette conception du déséquilibre économique nous intéresse directement et fera l'objet de développements.

II. — On reproche encore au libéralisme d'être à l'origine de l'opposition entre eux des Représentants du Travail et du Capital, c'est-à-dire de la lutte de classes.

Avant de pénétrer dans la discussion de ces diverses critiques, il y a lieu d'observer qu'à la place de libéralisme ou individualisme on emploie souvent le mot « capitalisme », cela probablement parce que le terme « capitalisme » frappe davantage les

esprits. L'imprécision de ce terme est telle qu'il amène de fréquentes confusions. Précisons-le en nous plaçant successivement au point de vue juridique puis au point de vue technique.

« Le Capital, au point de vue juridique, est tout bien qui rapporte un revenu périodique à son propriétaire sans contre-partie de travail actuel de sa part. » (1)

Le Capital, au sens technique du terme, représente tous les biens intermédiaires. Cette notion a été étudiée par un économiste autrichien moderne Böhm Bawerck. Voici en quoi elle consiste : l'homme, pour subvenir à ses besoins, n'a pas agi toujours de la même manière. Son travail s'est d'abord appliqué directement sur les ressources naturelles : il retourne la terre avec ses mains pour y faire pousser les produits nécessaires à sa nourriture ; il va chercher l'eau à la source chaque fois qu'il en a besoin. Mais il ne tarde pas à s'apercevoir que, pour un effort considérable, il n'obtient qu'un résultat médiocre. Il s'ingénie alors à constituer un instrument pour remplacer ses mains dans le travail de la terre ; il établit une canalisation pour amener l'eau de la source à sa demeure. Son effort devient donc indirect. La canalisation, l'instrument agricole sont dans cet exemple ce qu'on appelle les « biens intermédiaires » entre le travail et les ressources na-

(1) La Crise du Capitalisme, de Gaëtan Pirou.

turelles. Et Böhm Bawerck désigne par Capital au sens technique du terme tous les biens intermédiaires : usines, machines, etc...

Le sens du mot Capitalisme étant ainsi défini, revenons aux deux reproches principaux que nous avons mentionnés :

I. — A) Déséquilibre économique résultant du machinisme qui provoquerait la surproduction et le chômage.

Ce reproche est en quelque sorte la critique du capital au sens technique, critique de l'accroissement des biens intermédiaires poussé trop loin par suite de l'exagération de la concurrence et de la recherche du profit.

Il a existé incontestablement en ces dernières années, un déséquilibre entre la production et la consommation. C'est au machinisme que certains l'ont attribué. M. Caillaux avoua qu'il avait été effrayé par sa visite du barrage de Kembs. Cette usine allait fonctionner avec 25 ouvriers là où 1.200 ouvriers travaillaient auparavant (1).

En 1920, l'industrie des bouteilles de verre de Tchécoslovaquie employait 8.000 ouvriers pour produire environ 50 millions de bouteilles par an. Elle n'en occupait plus, vers 1936, qu'un millier, alors que sa production se trouvait doublée (1).

Le développement de la technique permet en

(1) Cf. *La Crise du Capitalisme*, par Gaétan Pirou.

effet de réduire la main-d'œuvre. Le tout est de savoir si la construction des machines, les nouveaux débouchés et l'abaissement du coût de la vie que leur emploi doit permettre équilibreront cette diminution de main-d'œuvre. Le problème se pose donc ainsi d'une manière différente. Pendant la période ascendante, le développement du capitalisme au sens technique s'était fait avec équilibre, l'industrie européenne progressait et trouvait toujours de nouveaux débouchés dans les autres parties du monde grâce à la perfection et au bon marché de sa production. Le niveau d'existence s'améliorait sans cesse dans les pays où la technique capitaliste était organisée. Le nombre d'ouvriers employés s'accroissait de même. La consommation suivait le rythme de la production.

Pendant cette période, le capitalisme au sens technique semble bien n'avoir obtenu que des résultats extrêmement favorables.

Cette période ascendante dura jusqu'en 1914. La Grande Guerre fut le début du retournement de la situation.

Pour subvenir aux besoins de la lutte, les Etats durent employer des procédés en contradiction formelle avec la théorie libérale. Les notions de concurrence et de juste profit furent supprimées. Il fallut produire sans tenir compte ni des prix ni des bénéfices. Cela ne fut d'ailleurs pas suffisant et des industries très nombreuses furent créées hors d'Europe. Des pays qui, jusqu'alors, n'avaient qu'une

puissance industrielle très faible, s'équipèrent pour fournir des objets manufacturés aux Etats belligérants. Tant que la guerre dura, on ne s'aperçut pas des dangers que comportait cette industrialisation mondiale, mais une fois la paix venue, une fois les régions dévastées remises en état, la crise de surproduction qui était latente éclata.

La technique capitaliste avait certes permis une forte augmentation de la richesse, qui se traduisait par une production chaque jour intensifiée, par de hauts salaires et par un niveau des prix presque stationnaire et relativement bas. Elle avait conduit à un état idéal, malheureusement instable, dont le mécanisme devait être évidemment dérégulé par le moindre choc. Or, cette technique, étant installée partout, fournissait des produits en quantités si considérables qu'ils ne trouvaient plus d'acquéreurs.

On tenta bien de réagir contre les dangers qui survenaient. Les employeurs s'unirent, les trusts et cartels se développèrent ; les ouvriers, pour ne pas être sacrifiés, adhérèrent en masse aux syndicats. Les Etats élevèrent les barrières douanières et établirent des contingentements. Tous se refusaient à admettre qu'il fallait ne plus aller de l'avant et envisager une période de difficultés. Les principes du libéralisme furent rejetés. La crise ne fit qu'empirer.

Les partisans de la théorie de la surproduction ont préconisé, pour la résoudre, une limitation du machinisme et une intervention de l'Etat dans la vie économique du pays.

Ainsi M. René Bergerioux proposait la création d'une « Chambre de Compensation », à laquelle toute nouvelle invention serait soumise.

D'autres envisageaient des mesures telles que la réduction de la journée de travail, une sévère politique de taxation à l'égard des transformations d'outillage pour en ralentir le développement (4).

Voici, par ailleurs, quelques exemples concernant des cas particuliers précis.

La loi du 26 janvier 1933 sur la production du blé a instauré un prix minimum pour cette denrée. Une série de récoltes trop abondantes provoquées en partie par une technique agricole très poussée avait abaissé les cours du blé dans des proportions inquiétantes pour l'avenir de la culture. Sous la pression des représentants des milieux agricoles, le prix minimum fut fixé à 115 fr. le quintal. Cette réglementation, étant restée sans résultat, on créa en 1936 un Office du Blé qui avait comme attribution principale de maintenir à un niveau stable le prix de cette denrée au moyen de stockage et d'exportations pendant les périodes d'excédent et au contraire de déblocage et d'importations pendant les périodes déficitaires.

L'accroissement des plants de vignes en Algérie et dans l'Hérault, ayant occasionné une surproduction du vin, les cours tombèrent à un niveau très

(4) « Nous faisons fausse route », par M.-J. Duboin.

bas. Pour remédier à cette situation, la loi du 4 juillet 1931 établit l'obligation de déclarer toute récolte d'une certaine importance et une limitation des plantations nouvelles.

Le danger d'une telle politique est que l'Etat est conduit à intervenir partout où il y a crise. Il a été amené à renflouer des Banques, à venir en aide à des industries défaillantes, à subventionner certaines organisations indispensables à la vie du pays.

Que doit-on penser de l'intervention de l'Etat dans le domaine privé ? On peut d'abord affirmer, sans crainte d'être contredit, qu'il était difficile d'appliquer la formule du « Laisser faire » de l'Ecole libérale. Les répercussions en auraient été trop graves. Mais on peut se demander si cette intervention de l'Etat a été efficace et il semble qu'il faille répondre par la négative.

Dans les cas où l'Etat subventionne ou renfloue une société, il lui permet de continuer son exploitation dans des conditions déficitaires et d'exercer sa concurrence à l'égard des autres Sociétés ; l'équilibre ne peut donc pas s'établir.

Dans les autres cas, où l'Etat fixe par voie d'autorité un prix minimum pour une matière première quelconque, ou bien son intervention sera complètement inefficace ou bien il lui faudra s'engager résolument dans la politique de réglementation et alors son budget n'y pourra plus suffire : Toute une armée de fonctionnaires sera nécessaire pour surveiller la production et contrôler les prix.

Cette politique dite d'Economie dirigée ne semble pas donner une solution au problème du déséquilibre économique provenant de la surproduction. Il serait difficile qu'il en soit autrement, car elle est composée de mesures partielles, sporadiques. Elle consiste à porter l'effort là où menace une catastrophe sans laisser de place à la notion de prévision ou de progrès.

En résumé de ce qui précède, on peut affirmer que le libéralisme a déterminé, par le développement du Capital au sens technique qu'il a provoqué, une crise de surproduction aggravée par le chômage — crise qui ne peut être, semble-t-il, amenagée par un système d'Economie dirigée.

B. — Nous arrivons ainsi à la deuxième explication du déséquilibre économique.

Ce déséquilibre proviendrait, nous l'avons indiqué plus haut, d'une sous-consommation résultant d'une mauvaise répartition des biens entre le travail et le capital.

Cette critique s'adresse au capital au sens juridique du terme, c'est-à-dire à la possession par les particuliers des biens de production. Elle peut être résumée par cette phrase de Robertus : « Dans l'organisation actuelle, l'acroissement de la productivité du travail entraîne la réduction du salaire de la classe ouvrière à une fraction de plus en plus petite du produit social ».

Nous allons en premier lieu essayer d'apprécier la part de vérité que cette notion comporte.

Il est évident tout d'abord que le total des revenus des capitaux et des salaires s'est accru depuis le commencement du dernier siècle. « Mais on se demande si l'augmentation du revenu total, due elle-même à une augmentation de la production, a profité de la même manière, dans la même proportion, au travail et au capital, aux capitalistes comme aux salariés » (5). Divers auteurs ont envisagé ce problème sous différentes formes.

Voici une terminologie (5) permettant de simplifier l'exposé qui va suivre :

S = salaire ou part absolue du travail

$$\frac{S}{R + S} = \text{part relative du travail}$$

R = revenu du capital ou part absolue du capital

$$\frac{R}{R + S} = \text{part relative du capital}$$

R + S = Revenu total C = Capital

(P^{ou} = population ouvrière ; P^{ca} = nombre de capitalistes)

$$\frac{S}{P^{ou}} = s = \text{salaire par ouvrier (grandeur absolue)}$$

$$\frac{s}{S + R} = \text{salaire par ouvrier (grandeur relative)}$$

$$\frac{R}{P^{ca}} = r = \text{revenu du capital par capitaliste}$$

(5) Introduction à l'Etude d'un problème de répartition, par Emile Châtelain. *Revue d'Economie Politique* (1911).

Bastiat se demande si $\frac{S}{S+R}$ ou part relative du travail a augmenté ou diminué, ce qui revient à déterminer si le rapport $\frac{S'}{S}$ est égal, supérieur ou inférieur à $\frac{S'+R'}{S+R}$. Et en tenant compte du nombre d'ouvriers, le problème consiste à rechercher si le rapport $\frac{s}{S+R}$ a augmenté ou diminué.

Dans son ouvrage des Harmonies Economiques, Bastiat croit pouvoir établir la proposition suivante (6) :

« A mesure que les capitaux s'accroissent, la part absolue des capitalistes dans les produits totaux augmente et leur part relative diminue. Les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens. »

(6) Bastiat s'exprime ainsi dans les Harmonies Economiques :

« Je me crois en mesure d'établir cette loi : A mesure que les capitaux s'accumulent, le prélèvement absolu du Capital dans le résultat total de la production augmente, et son prélèvement proportionnel diminue. Le travail voit augmenter sa part relative et, à plus forte raison, sa part absolue. »

M. Yves Guyot, dans son étude sur la « Part du Capital et du Travail dans la production », a énoncé cette proposition comme il est indiqué ci-dessus.

Cette formule peut se concrétiser ainsi (7) :

	PRODUIT TOTAL	PART DU CAPITAL	PART DU TRAVAIL
1 ^{re} période	1.000	1/2 = 500	1/2 = 500
2 ^e période	1.800	1/3 = 600	2/3 = 1.200
3 ^e période	2.800	1/4 = 700	3/4 = 2.100
4 ^e période	4.000	1/5 = 800	4/5 = 3.200

Pour M. Colson, « c'est le revenu par unité de capital et par unité de travail qui importe. Autre-

ment dit, il convient de comparer le rapport $\frac{R}{C}$ (taux

de la part du capital) à $\frac{S}{\text{nombre d'unités de travail}}$ ».

Quant à M. Bourguin, délaissant l'opposition traditionnelle de la baisse du taux d'intérêt et de la hausse du salaire, il pense « à comparer à la part individuelle du salaire s et à son taux d'augmenta-

tion $\frac{s'}{s}$, la part individuelle moyenne du capital r

et son taux d'accroissement $\frac{r'}{r}$ ». Cette comparai-

son présente un intérêt certain. Toutefois, il faudrait alors admettre que le travail individuel doive profiter du développement des entreprises au même

(7) Tableau extrait de la Huitième lettre à Proudhon, page 17.

titre que le Capital et dans une mesure de même ordre. Cela peut répondre à une idée séduisante mais discutable, et dont l'application est restée dans le domaine de l'irréalisable.

M. Landry fait les distinctions suivantes :

a) On peut comparer la variation du salaire individuel à celle du taux d'intérêt, $\frac{R}{C}$; mais il juge que ce rapprochement est sans utilité.

— b) On peut comparer S à R et le salaire absolu par ouvrier s au revenu du capital par capitaliste r.

— c) On peut enfin comparer les variations de s avec celles de (S + R).

M. Barriol fait appel à une notion du travail qui est à retenir.

Il considère qu'à côté du capital monétaire il existe un capital humain.

Il rapprocherait $\frac{R}{C}$ et $\frac{S}{P^{ou}}$, P^{ou} représentant, en plus de la population ouvrière, *sa capacité de travail et sa valeur*.

M. d'Avenel admet que le rapport $\frac{S}{S + R}$, représentant la part relative du travail, a diminué. Il se place par ailleurs sur un terrain philosophique.

Enfin M. Rist fait remarquer qu'il est difficile d'avoir une notion exacte des parts revenant au travail et au capital sur l'ensemble des revenus du pays, car de nombreux travailleurs possèdent « un capital ». Il estime de plus qu'il n'y a pas lieu de rechercher si la productivité croissante a profité dans la même proportion au capital et au travail.

Toutes ces notions semblent très voisines les unes des autres. N'est-il pas possible de les résumer ainsi :

— Une unité monétaire rapporte moins qu'antérieurement. Un ouvrier gagne davantage.

— Le nombre d'unités monétaires s'est accru. Le nombre d'ouvriers aussi.

— Et l'on se demande si le revenu des unités monétaires s'est accru plus vite que le revenu des ouvriers par rapport à l'augmentation de la production.

On a tenté de trouver la solution de ce problème par la statistique. L'interprétation des résultats obtenus pour l'ensemble de l'industrie américaine suscita toute une polémique entre Yves Guyot et Emile Châtelain.

Voici le tableau sur lequel a porté principalement leur discussion.

Ensemble de l'Industrie aux Etats-Unis

Années	Capital	Valeur des produits	Nombre des salariés	Salaires totaux	Frais de production autres que salaires	Revenu total Col. 5 - 6	Revenu du capital Col. 7 - 8	Salaires par ouvrier	Taux de revenu du capital
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	Millions de dollars	Millions de dollars	Milliers	Millions de dollars	Millions de dollars	Millions de dollars	Millions de dollars	Dollars	%
1890...	6.525	9.369	4.251	1.891	5.793	3.576	1.685	445	25,8
1905...	13.872	16.866	6.152	3.014	11.148	5.718	2.704	490	19,5

On voit que :

1° — Le taux du revenu a baissé de 24 % ;

2° — Le salaire par ouvrier s'est accru de 10 % ;

3° — La part relative des salaires, c'est à dire
le rapport $\frac{\text{salaire global}}{\text{revenu total}}$ a baissé, entre 1890 et 1905,
de $\frac{5.288}{10.000}$ à $\frac{5.270}{10.000}$.

Par ailleurs, la baisse apparaîtrait plus accentuée si l'on tenait compte de la part relative du salaire moyen par ouvrier, c'est-à-dire du rapport $\frac{s}{S+R}$. Cette baisse serait représentée par les deux rapports suivants :

$$\frac{1.224}{10.000.000} \text{ en 1890 et } \frac{856}{10.000.000} \text{ en 1905.}$$

Il est difficile de tirer des conclusions de ces chiffres.

4° — Par rapport à la valeur des produits, les salaires sont passés de 20 % à 17 %.

Ce dernier pourcentage, d'après M. Emile Chatelain, viendrait à l'appui de la théorie de Robertus. Au contraire pour M. Yves Guyot, il ne saurait en être ainsi, car il constate :

— « a) que la première partie de la proposition de Bastiat (8) est exacte, puisque si la part absolue des capitalistes a en effet augmenté dans les produits totaux, leur part relative a diminué, comme le prouve la diminution du taux d'intérêt. »

Faisons remarquer que l'expression « part relative du Capital (ou du Travail) » peut être comprise de diverses manières et prête à confusion. Est-ce, comme nous l'avons admis, la part du Capital (ou du Travail) relativement aux produits totaux $R + S$; ou bien la part du Capital (ou du Travail) relativement à la valeur des produits ? Est-ce enfin la part du Capital relativement à chaque unité de

Capital $\frac{R}{C}$ (ou la part du Travail relativement à cha-

que ouvrier $\frac{S}{P^{ou}}$) ?

L'accord ne semble pas être fait, au sujet de ces définitions, dans la controverse entre M. Yves Guyot et M. Emile Châtelain. Mais de toute façon, si la diminution du taux d'intérêt prouve que les bénéfices du capital sont moindres par unité, elle ne saurait établir que la part relative du Capital,

dans le sens généralement adopté, c'est-à-dire $\frac{R}{R + S}$ ait diminué.

(8) Cf. page 115.

— « b) qu'à l'inverse du capital dont le revenu diminue par unité en raison du développement industriel, le salaire de l'ouvrier augmente » ;

— « c) que si la part globale du salaire diminue relativement à la valeur de la production, la valeur de l'unité augmente. »

Par ailleurs M. Yves Guyot fait observer qu'il n'y a pas de chômage et que le nombre d'ouvriers s'est accru dans des proportions considérables, contrairement à la théorie de Robertus. Il affirme alors la véracité de la proposition de Bastiat.

La conclusion de M. Yves Guyot ne semble pas en accord avec les formules que nous venons de reproduire, on ne peut s'empêcher de le noter. Il constate en effet la hausse du salaire par ouvrier, mais reconnaît aussi la baisse de la part du travail par rapport à la valeur des produits, et conclut cependant dans le même sens que Bastiat.

5° — Enfin :

— a) le revenu du capital qui était de 47,1 % du total (R+S) en 1890, était, en 1905, de 47,3 %, par conséquent sans changement.

La part du travail était de 52,9 % du total (R+S) en 1890 et de 52,7 % du total (R+S) en 1905 ;

— b) l'accroissement des revenus du capital a été de 62,3 %, celui des revenus du travail de 62,7 %.

De ces chiffres on pourrait déduire que le développement de l'industrie a profité également au travail et au capital. Mais il ne faudrait pas leur donner une signification trop absolue. En effet, par rapport à la valeur des produits, le pourcentage des revenus du Capital a fléchi de 18 % en 1890 à 16 % en 1905, tandis que celui des salaires du Travail s'est abaissé de 20 % à 17 %.

On peut conclure que les revenus du Capital, qui se sont fortement accrus en ces quinze années, ne l'ont pas été dans une proportion plus grande que les salaires des ouvriers. La baisse des revenus par rapport à la valeur des produits, est légèrement moins sensible que celle des salaires. Mais ce fait s'explique tout naturellement par le développement du machinisme. Il ne signifie pas, comme le voudrait Robertus, que les ouvriers se trouvent réduits à une fraction de plus en plus petite du produit social. Il faudrait, pour qu'il en soit ainsi, que l'on puisse constater une crise de chômage considérable, sinon la légère diminution des salaires par rapport à la valeur de la production prouve au contraire qu'il y a simplement un enrichissement du pays qui permet de poursuivre le développement du revenu national.

Ajoutons que la théorie de Robertus est absolument abstraite. Comment se pourrait-il, en effet, que tout accroissement du revenu total, provoqué par l'augmentation de la production, se fasse uni-

quement au profit du capital. S'il est possible d'admettre que la situation ait été telle à un moment donné, elle n'aurait pu se prolonger de la sorte, car la production n'aurait plus trouvé à s'écouler.

Autrement dit, l'augmentation de la part du capital dans le revenu total ne peut avoir lieu que par l'intermédiaire de la part du travail. Il existe automatiquement, semble-t-il bien, un rapport constant et raisonnable entre les accroissements de la part du capital et de celle du travail.

La thèse de Robertus est encore plus difficile à admettre pendant la période sur laquelle porte notre sujet.

En reprenant les chiffres que nous avons obtenus pour les Sociétés minières, dans les première et deuxième parties :

(En milliers de francs et annuellement)

	SALAIRES	DIVIDENDES	VALEUR DE LA PRO- DUCTION
1911 à 1914.....	68.804	23.636	637.373
1926 à 1936.....	458.471	101.518	4.965.051

on peut mettre en évidence :

— a) que le rapport des salaires à la valeur de la production était :

pour la période de 1911 à 1914, de 10,8 %,

pour la période de 1926 à 1936, de 9,2 %.

— b) que le rapport des dividendes à la valeur de la production était :

pour la période de 1911 à 1914, de 3,7 %,

pour la période de 1926 à 1936, de 2,04 %.

L'augmentation de la production n'a profité ni au capital ni aux salaires de base ; elle aura profité à l'Etat et aura permis toutefois d'accroître certains avantages accordés aux ouvriers.

Pour les Sociétés Sidérurgiques, nous ne pouvons procéder de même, la valeur de la production ne nous étant pas connue. Cependant il est toujours possible de calculer la part relative du salaire et la part relative du capital aux deux époques considérées (rapport $\frac{S}{S+R}$ et $\frac{R}{S+R}$).

(En milliers de francs et annuellement)

	DIVIDENDES	SALAIRES	REVENU TOTAL S + R
1911 à 1914.....	12.286	90.000	102.286
1926 à 1936.....	26.717	290.000	316.717

La part du Travail est :

— pendant la période de 1911 à 1914, de 88 %
du revenu total :

— pendant la période de 1926 à 1936, de 91,6 %
du revenu total :

La part du Capital est :

- pendant la période de 1911 à 1914, de 12 %
du revenu total :
- pendant la période de 1926 à 1936, de 8,4 %
du revenu total :

La part relative du capital a baissé au profit de celle du travail.

Dans le paragraphe C de la deuxième partie, il a été établi qu'entre 1911 et 1936, la part du travail s'est accrue par rapport à celle du capital pour l'ensemble du pays. Les revenus du capital qui étaient de 58 % des salaires en 1913, n'étaient plus que de 34 % en 1936.

Et il faut ajouter ici que les revenus des capitaux ne sont pas toujours employés à de nouveaux investissements, ainsi que certains veulent le croire. Ils sont souvent « dépensés » comme le sont généralement les gains du travail.

Par conséquent, on ne peut raisonnablement attribuer, du moins pour une époque récente, l'existence d'une sous-consommation à une mauvaise répartition de la richesse entre le travail et le capital.

En dernière analyse, les partisans de la théorie de Robertus s'attaquent par un détour au système de la propriété privée en général. Ils pensent qu'en étendant l'autorité de l'Etat à tout le domaine économique, le bien-être de tous sera assuré par une répartition équitable et égale des biens. La notion de propriété privée étant écartée, les usines, les ma-

chines, les propriétés appartiendront à la collectivité. Tous les produits créés par le capital au sens technique du terme iront aux travailleurs. Les problèmes soulevés par les rapports Capital-Travail cesseront ainsi d'exister.

Peut-on espérer d'une solution aussi radicale, des résultats économiques favorables ? Nous ne pouvons entrer ici dans de longs développements. Faisons seulement remarquer que pour répondre par l'affirmative il faudrait que la nature humaine soit profondément changée. Il faudrait que dans tous les esprits les notions d'intérêt personnel et de propriété soient remplacées par celles de l'intérêt de tous et de la collectivité.

On peut affirmer que les hommes ne renonceraient jamais complètement à des idées qui sont inhérentes à leur nature. S'ils consentent parfois à s'imposer de lourds sacrifices, ce n'est jamais pour améliorer le niveau de vie de certains, mais pour réaliser un idéal moral ou national.

II. — Examinons maintenant la deuxième critique adressée au libéralisme :

Le libéralisme est-il bien à l'origine de la lutte entre eux, des représentants du Capital et du Travail ?

Dans le paragraphe sur l'évolution sociale, nous avons vu que l'application des principes de l'Ecole

libérale avait séparé dans les entreprises les représentants du Travail et ceux du Capital. Comme tout excès amène une réaction, la tendance au regroupement des individualités se fit sentir dès les premières années du siècle dernier.

Ainsi que nous l'avons indiqué, les travailleurs se groupèrent ; les employeurs, pour faire face à ces unions réalisées dans la classe ouvrière, agirent de même. Et avec la dernière crise économique commencée en 1929, l'évolution vers une union complète entre employés *d'une part*, et employeurs *d'autre part*, atteignit son terme.

Il est évident qu'un pareil résultat représentait un grand danger pour la paix sociale. Que firent, en effet, ces deux catégories de groupements ? Ils s'adressèrent à l'Etat pour obtenir des avantages. Cette nouvelle méthode était extrêmement grave. Elle l'était d'autant plus que le manque d'autorité caractérisait les dernières années du régime établi en 1875.

On assista alors à une espèce de chantage sur l'Etat, chantage qui se révéla d'une grande efficacité puisqu'il était exécuté par des masses nombreuses et unies ou par des groupements représentant une grande puissance financière. Des séries de décrets et de lois furent édictées ainsi. Les mesures promulguées auraient peut-être été efficaces si elles avaient appartenu à un plan d'ensemble ; elles connurent toutes un échec plus ou moins complet.

Enfin, à partir de 1936, on assista à la main-

mise sur l'Etat par les Représentants des milieux ouvriers. La semaine de 40 heures, les congés payés, l'établissement de barèmes de salaires par des conventions collectives, furent institués brusquement, sans tenir compte de l'état général de l'Economie française. Ces innovations furent accompagnées de grèves, d'occupations d'usines, de conflits de travail incessants qui prouvent à quel point les syndicats avaient usurpé les pouvoirs du Gouvernement.

N'insistons pas davantage sur la fin de ce régime. De toutes façons, il était difficile qu'il durât longtemps encore ; cette lutte entre groupements patronaux et ouvriers, l'esprit de haine et d'envie qui engendrait ces troubles continuels, le manque d'autorité et de prestige de l'Etat devaient fatalement mener le pays à la ruine. Mais nous pouvons constater que le libéralisme a créé une opposition entre le Capital et le Travail, qui a dégénéré en lutte de classes.

En reprenant maintenant les conclusions auxquelles nous avons été amenés dans les paragraphes précédents (I-A ; I-B et II), il apparaît tout d'abord qu'une politique d'économie dirigée ne fait qu'atténuer les excès du machinisme, mais qu'elle ne peut supprimer d'une manière durable la surproduction et le chômage qui en sont les résultats. La solution d'équilibre du rapport Capital-Travail ne peut donc pas en découler.

Il apparaît ensuite que la suppression du Capi-

tal au sens juridique, préconisé par les Collectivistes ne résoud pas non plus le déséquilibre économique (surproduction, chômage) ni par conséquent les problèmes du rapport Capital-Travail. Pour qu'elle le résolve, il faudrait que l'existence d'une sous-consommation, amenée par une mauvaise répartition du profit entre Capital et Travail, soit vérifiée (9).

Enfin, il nous a été possible d'établir que le libéralisme provoque, du fait de sa nature et des avantages mêmes qu'il comporte, une opposition entre les intérêts du Capital et ceux du Travail. Une lutte de classes, très grave pour les intérêts de la Nation tout entière, en est résultée.

Cette vue d'ensemble ne comporte que des termes négatifs. Cependant, elle va nous permettre de déterminer les conditions d'équilibre de la vie économique, des rapports du Capital et du Travail. Il en ressort, en effet, que pour réaliser cet équilibre, les bases essentielles suivantes sont obligatoires :

— Une union et une entente entre les Représentants des ouvriers et des employeurs ;

— Un aménagement de la production par rapport à la consommation, en tenant compte de l'in-

(9) Un accroissement de la consommation sous le signe exclusif d'une politique de crédit ne peut donner davantage de résultats durables.

térêt du producteur, du consommateur et de celui de l'ouvrier.

Ces deux propositions ne sont-elles pas les principes mêmes de la Corporation ?

Voici énoncée en quelques mots l'idée dominante dans tout système corporatif : La vie économique est troublée par la lutte constante des représentants du Travail et de ceux du Capital et par le déséquilibre entre la production et la consommation. Pour faire disparaître cette opposition et ce déséquilibre, il est nécessaire de créer une assemblée composée de patrons, d'ouvriers et de consommateurs, qui régleront entre eux, dans un esprit de compréhension mutuelle, tous les différents problèmes. Cette assemblée doit posséder des pouvoirs réglementaires.

Cette idée fondamentale se retrouve dans les diverses définitions de la Corporation, quelle qu'en soit la forme.

« C'est l'institution d'un corps officiel et public, intermédiaire entre les entreprises particulières et l'Etat, chargé de la *gérance du bien commun au sein d'une profession*. » (10)

« La Corporation est une catégorie de la production qui *se contrôle elle-même en tenant compte de l'intérêt général* qui, de toutes façons, est déjà sauvegardé par l'intervention de l'Etat...

« Afin que la vie nationale se déroule de la manière la

(10) « Semaines Sociales de France », Angers 1935.

plus utile pour tous, il fallait, après avoir créé les organes qui représentent les intérêts particuliers, c'est-à-dire les syndicats, créer aussi les organes de liaison entre ces intérêts afin qu'ils se connaissent entre eux et qu'on puisse, quand ils sont en conflit, discuter les raisons de leur accord et trouver un terrain d'entente. Ces organes de *liaison* et de *collaboration* sont les Corporations. » (11)

« La corporation dans sa conception moderne est considérée comme devant *représenter et défendre tous les intérêts* de la Branche de production pour laquelle elle a été établie.

« Elle pourra non seulement réglementer les rapports du Travail et du Capital (12), mais aussi toute l'organisation économique de cette production. » (13)

« Le trait distinctif du système est le caractère de droit public attribué à l'activité de la profession organisée...

« ...Pour que l'on soit en présence d'un système corporatif, il faut et il suffit que l'ensemble des individus appartenant à une profession *soit constitué en corps* et que les organes directeurs de ce corps *aient pouvoir* de parler et de légiférer au nom de la profession tout entière. » (14)

L'organisation pratique du système corporatif pose de nombreux problèmes dont la solution est loin d'être simple. Il ne nous est pas possible de les discuter sans sortir du cadre de notre étude. Signalons-en seulement l'existence :

(11) « L'Etat corporatif », Firenze 1936.

(12) Albert de Mun disait : « La Tour du Pin a démontré qu'il n'y a plus de place pour la lutte de classes dans la profession organisée ».

(13) Syndicalisme, Corporatisme et Etat Corporatif, par Roger Bonnard (1937).

(14) Essais sur le Corporatisme de Gaëtan Prou (1938).

Faut-il conserver dans la structure corporative les syndicats ou au contraire les remplacer par des organismes corporatifs locaux ? La Corporation doit-elle être organisée par cycle de production (textile, par ex.), ou par catégorie (laine, soie...), ou rester au contraire strictement professionnelle ? Quelle importance faut-il donner aux organisations intercorporatives ? Quel rôle l'Etat doit-il jouer ? Doit-il n'être qu'un arbitre lointain ou, au contraire, jouer un rôle actif et contrôler l'économie du pays ?

On peut se demander également si l'application des principes corporatifs ne comporte pas de sérieuses difficultés.

Il semble bien qu'elle soit relativement simple et fructueuse dans le domaine agricole. Dans cette branche de l'activité économique les différences entre classes sociales sont peu marquées. Le propriétaire cultivateur, le fermier et l'ouvrier agricole mènent souvent la même existence et vivent parfois en commun. Sauf dans certaines exploitations où la culture est industrialisée, leurs intérêts sont les mêmes. La Corporation est ici aisément réalisable. Elle permettra d'empêcher la surproduction de certains produits, de développer, grâce à certains avantages, la culture de nombre d'autres ; elle permettra aussi une exploitation générale des terres plus rationnelle. Les ouvriers agricoles, dont le sort est bien souvent ingrat, verront leurs salaires et allocations familiales suivre l'accroissement du prix des denrées agricoles.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude, qu'avons-nous pu établir d'une manière certaine et indiscutable ?

En premier lieu le rapprochement des pourcentages calculés dans les première et deuxième parties nous a permis de mettre en évidence une baisse de la part du Capital par rapport à celle du Travail entre la période précédant la grande guerre et l'époque actuelle.

En second lieu, nous avons pu faire ressortir que cette variation du rapport Capital-Travail était due aux évolutions sociale et fiscale.

Enfin, il est apparu que pour l'époque actuelle le rapport n'était plus en équilibre, la vie économique étant désorganisée. Nous avons alors recherché une solution durable aux problèmes des relations du Capital et du Travail. L'organisation corporative paraît nous avoir donné cette solution, mais son application n'est pas sans comporter quelques difficultés. Nous sommes obligé de constater qu'aucun système économique ne peut réaliser par lui-même un équilibre parfait entre les deux facteurs Capital et Travail.

Et à la vérité, la construction d'une nouvelle structure économique est moins indispensable qu'un changement de mentalité. Pour obtenir un équilibre durable et juste entre travail et capital, il faut surtout une élite qui comprenne tous ses devoirs, des classes inférieures qui doivent savoir qu'à côté de leurs droits au travail elles ont — elles aussi — des devoirs.

Il faut que tous aient à l'esprit qu'à côté de la préoccupation de la vie matérielle, il doit exister en eux un sens moral, professionnel et national.

Dans l'état où se trouve actuellement notre continent, de nombreuses perturbations sont encore possibles. Il faudra, pour subsister, que ce sens moral soit, chez tous, poussé au plus haut point.

Il faudra avoir toujours présent à l'esprit que la vie d'un pays n'a pas seulement un sens économique.

Octobre 1940.

Vu : *Pour le Doyen, l'Assesseur,*
Gilbert GIDEL.

Vu : *Le Président*
BAUDIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- Revue de l'Institut de Sociologie (1921).
- La Marge bénéficiaire de l'Industrie. *Echo de l'Industrie* (belge) 17 juin 1939.
- Parts des profits et des salaires dans l'Industrie Belge, par Georges de Lecner. Editions du Comité Central Industriel Belge, Mars 1939.
- Annuaire des valeurs admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris (1936-37).
- Fortune et Revenu National, par Alfred Sauvy et Raymond Rivet, dans la Revue d'Economie Politique de janvier-février 1939.
- Les Revenus privés et les consommations, par Léo Dugé de Bernonville. *Revue d'Economie Politique*. Mai-Août 1939.
- Dividendes, valeur boursière et taux de Capitalisation des valeurs mobilières françaises de 1857 à 1932, par M. Jules Denuc, dans le Bulletin de la Statistique générale de la France (juillet-septembre 1934).
- « Les Parts respectives du fisc, du Personnel et des Capitaux dans l'activité des sociétés françaises », publié par l'association Nationale des Sociétés par Actions, en 1934 et 1939.
- « La Semaine de 40 heures, le chômage, et les Prix », par Maurice Pinot, en 1933.
- Part du Capital et du Travail dans la production, par Yves Guyot, paru dans le Journal de la Statistique de Paris, de 1909.
- Introduction à l'étude d'un problème de répartition. — Variations de la part du Capital et de celle du Travail dans le revenu total croissant, par Emile Châtelain, dans la Revue d'Economie Politique de 1911.
- Cours de Législation Industrielle pour le Diplôme d'Etudes Supérieures 1938-39, par M. Oualid.
- Traité élémentaire de législation Industrielle, par Paul Pic (Librairie Arthur Rousseau, Paris 1931-33. Supplément en 1933 et 1937).
- Vie financière des sociétés, par S. Jeannin (Paris, Delagrave, 1929).
- Esquisse d'un plan destiné à lutter contre le chômage, par H. Dauvergne. Paris, août 1940.

— Bulletins quotidiens :

La Fortune française et le revenu national de 1911 à 1936 (31 mai 1939).

Répartition du revenu national aux États-Unis de 1919 à 1935 (28 octobre 1937).

*
* *

- La Crise du Capitalisme, par Gaëtan Pirou. Librairie du Recueil Sirey, Paris 1936.
- Essais sur le Corporatisme, par Gaëtan Pirou (1938).
- Capitalisme et Corporatisme, par François Perroux. Editions Domat-Montchrestien (1938).
- Syndicalisme et Capitalisme, par François Perroux. Librairie Générale de Droit. Paris 1938.
- Syndicalisme, Corporatisme et Etat corporatif, par Roger Bonnard (Paris, Librairie Générale de Droit, 1937).
- La Doctrine Corporative, par Bouvier Ajam. Librairie du Recueil Sirey, Paris 1937.
- L'organisation corporative, Semaines Sociales de France, Angers, 1935.
- Les Professions maritimes à la recherche du bien commun, par Louis-Joseph Lebreton et René Moreux. Dunod, Editeur (1939).
- Travaux du Congrès des Economistes de langue française (Paris 1933 et 1936).
- Le Front du Travail Allemand, par Jacques Doublet. Centre d'Etudes de Politique étrangère, 1937 (Paul Hartmann, Editeur).
- L'Etat Corporatif, par Benito Mussolini (Valecchi editore-Firenze, 1936).
- Le nouveau Régime Corporatif italien, par Jean Lescure (Editions Domat-Montchrestien, 1934).
- Le Bolchevisme de Staline, par Jean Lescure (Editions Domat-Montchrestien, 1934).
- Etude sociale comparée des Régimes de liberté et des Régimes autoritaires, par Jean Lescure (Editions Domat-Montchrestien, 1940).

*
* *

Thèses :

WURTZ. — Méthode de rapprochement du Travail et du Capital.

CHALARON. — Augmentation du Capital Social.

PINARD. — Conséquence de l'origine du Capital.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
<i>PREMIÈRE PARTIE. — ETUDE DE LA PÉRIODE PRÉCÉDANT</i>	
<i>LA GUERRE MONDIALE DE 1914</i>	7
§ A) <i>Parts respectives du Capital et du Travail dans</i> <i>l'Industrie Belge</i>	9
§ B) <i>Parts respectives du Capital et du Travail dans</i> <i>certaines Sociétés Françaises</i>	10
I. — <i>Sociétés sidérurgiques</i>	13
II. — <i>Sociétés minières</i>	24
§ C) <i>Rapport des revenus et des salaires pour l'en-</i> <i>semble du Pays</i>	32
<i>Tableau récapitulatif des résultats obtenus</i>	41
<i>DEUXIÈME PARTIE. — VARIATIONS ET ÉVOLUTION DU</i>	
<i>RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL DE 1914 A LA PÉRIODE AC-</i> <i>TUELLE</i>	45
<i>CHAPITRE PREMIER. — Variations du rapport Capital-</i>	
<i>Travail pendant la période « d'entre-guerres »</i>	47
§ A) <i>Variations du rapport Capital-Travail dans</i> <i>l'Industrie Belge</i>	47
§ B) <i>Variations du rapport Capital-Travail dans des</i> <i>Sociétés Industrielles Françaises</i>	55
I. — <i>Sociétés sidérurgiques</i>	56
II. — <i>Sociétés minières</i>	60
III. — <i>Ensemble de Sociétés</i>	63

§ C) <i>Variations du rapport Capital-Travail pour l'ensemble du Pays</i>	66
<i>Tableau récapitulatif des résultats obtenus</i>	76
CHAPITRE II. — <i>Recherche des Motifs de l'évolution du Rapport Capital-Travail</i>	77
A) <i>Evolution sociale</i>	77
B) <i>Evolution fiscale</i>	98
TROISIÈME PARTIE. — RECHERCHE D'UNE SOLUTION D'ÉQUILIBRE POUR LE RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL....	107
CONCLUSION	139
BIBLIOGRAPHIE	141

